

Commune de Woluwe-Saint-PierreGemeente Sint-Pieters-Woluwe

**PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DU
27 JANVIER 2015**

**PROCES-VERBAAL VAN DE GEMEENTERAAD VAN
27 JANUARI 2015**

Présents/Aanwezig : M./Dhr. F. Delpérée, Conseiller communal-Président/Gemeenteraadslid-Voorzitter ; M./Dhr. B. Cerexhe, Bourgmestre/Burgemeester ; M./Dhr. S. de Patoul, M./Dhr. D. De Keyser, M./Dhr. P. Lefèvre, M./Dhr. C. De Beukelaer, Mme/Mw. C. Persoons, M./Dhr. D. Harmel, Mme/Mw. C. Lhoir, M./Dhr. H. De Vos, Echevins/Schepenen ; M./Dhr. W. Draps, M./Dhr. J.-C. Laes, M./Dhr. C. Carels, M./Dhr. P. van Cranem, Mme/Mw. A.-C. d'Ursel, Mme/Mw. C. Dejonghe, M./Dhr. V. Jammaers, Mme/Mw. F. de Callatay-Herbiet, Mme/Mw. C. Sallé, Mme/Mw. P. de Bergeyck, Mme/Mw. J. Raskin, M./Dhr. M. Vandercam, Mme/Mw. A. Bertrand, M./Dhr. A. Pirson, M./Dhr. A. de Lamotte, M./Dhr. T. Verheyen, M./Dhr. A. De Bauw, Mme/Mw. C. Vainsel, Mme/Mw. M. Vamvakas, Mme/Mw. S. Liégeois, Mme/Mw. C. Renson-Tihon, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden ; Mme/Mw. A.-M. Claeys-Mathys, Présidente du C.P.A.S./Voorzitster van het O.C.M.W. ; M./Dhr. G. Mathot, Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.

La séance est ouverte à 20 h. 05.

De zitting wordt geopend om 20 u. 05.

Se sont fait excuser : Mme B. de Spirlet, M. G. Dallemagne, Conseillers communaux.

Laten zich verontschuldigen : Mw. B. de Spirlet, Dhr. G. Dallemagne, Gemeenteraadsleden.

50/27.01.2015/A/0001

Conseil communal - Décès d'un ancien échevin et bourgmestre honoraire de Woluwe-Saint-Pierre - Prise d'acte - Hommage posthume

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le décès de M. Jacques VANDENHAUTE, ancien échevin et bourgmestre honoraire de Woluwe-Saint-Pierre, survenu à Woluwe-Saint-Pierre en date du 27.12.2014 ;

ENTEND l'hommage de M. F. DELPEREE, président du Conseil communal, de M. B. CEREXHE, bourgmestre, de Mme A. C. d'URSEL, conseiller communal, de M. S. de PATOUL, échevin, et de M. P. van CRANEM, conseiller communal, rendu à titre posthume à M. Jacques VANDENHAUTE ;

OBSERVE une minute de silence en signe de recueillement.

Gemeenteraad - Overlijden van een gewezen schepen en ereburgemeester van Sint-Pieters-Woluwe - Akteneming - Postuum eerbetoon

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het overlijden van Dhr. Jacques VANDENHAUTE, gewezen schepen en ereburgemeester van Sint-Pieters-Woluwe, overkomen te Sint-Pieters-Woluwe op 21.12.2014 ;

HOORT het eerbetoon gebracht door Dhr. F. DELPEREE, voorzitter van de Gemeenteraad, Dhr. Benoît CEREXHE, burgemeester, Mw. A. C. d'URSEL, gemeenteraadslid, Dhr. S. de PATOUL, schepen, en Dhr. P. van CRANEM, gemeenteraadslid, aan Dhr. Jacques VANDENHAUTE ;

NEEMT een minuut stilte IN ACHT ten teken van bezinning.

50/27.01.2015/A/0002

Adoption du procès-verbal de sa séance du 16.12.2014

LE CONSEIL, en séance publique,

Considérant que le procès-verbal de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 22 et 23 ;

DECIDE à l'unanimité, d'approuver le procès-verbal de sa séance du 16.12.2014.

Goedkeuring van het proces-verbaal van zijn zitting van 16.12.2014

DE RAAD, in openbare vergadering,

50/27.01.2015/A/0003	<p>Overwegende dat het proces-verbaal van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ;</p> <p>Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 22 en 23 ;</p> <p>BESLUIT eenparig, het proces-verbaal van zijn zitting van 16.12.2014 goed te keuren.</p> <p>-----</p> <p>Interpellation - "Interdiction de stationnement d'un côté de l'avenue de l'Aviation"</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 84ter et 89bis ;</p> <p>Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Stationnement dans l'avenue de l'Aviation"" , inscrit au point n° 193 de l'ordre du jour complémentaire de la présente séance à la demande de M. Marc TIELENS, citoyen, représentant 21 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins ;</p> <p>ENTEND :</p> <p>1.- l'interpellation de M. Marc TIELENS, citoyen, représentant 21 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :</p> <p>"Les riverains de l'avenue de l'Aviation se sont réunis afin de se concerter concernant la situation actuelle de stationnement dans le tronçon de l'avenue de l'Aviation.</p> <p>Pour des raisons strictement liées aux travaux, successivement avenue de l'Hélice et avenue de l'Escrime, avenue Orban et place Dumon, le stationnement a été limité d'un seul côté, de manière temporaire.</p> <p>Récemment, on a constaté et compris que les travaux étaient complètement terminés depuis le 10.12.2014.</p> <p>Ce stationnement réduit à un côté a permis et permet encore à ce jour un trafic plus dense dans notre avenue, ainsi qu'une augmentation importante de la vitesse moyenne des voitures.</p> <p>Cet état de fait a créé une situation de mobilité dangereuse pour les différents usagers de notre avenue.</p> <p>Par exemple, compte tenu de l'étroitesse de l'avenue, les cyclistes sont en danger permanent car très proches des voitures qui les dépassent (certains cyclistes, de tous âges, roulent sur le trottoir pour fuir ce danger, créant à leur tour un risque évident d'accidents avec les piétons en route vers les écoles ou par rapport aux riverains quand ceux-ci sortent leur voiture de leur garage).</p> <p>De surcroît, les familles avec de jeunes enfants, n'ayant plus la possibilité de stationner devant leur maison, n'ont d'autre choix que de traverser l'avenue avec leurs enfants à la main ou dans les bras.</p> <p>Ce risque existe par définition pour tous les riverains habitant en face du côté où sont stationnées les voitures. Ces exemples démontrent clairement que la sécurité, pour tous les usagers de l'avenue de l'Aviation (piétons, cyclistes, riverains et in fine les conducteurs de voiture, qu'ils soient riverains ou de passage), n'est plus du tout garantie.</p> <p>En conclusion, nous pensons, dans un esprit de logique et de civisme, qu'un retour au double stationnement dans l'avenue de l'Aviation, s'impose.</p> <p>Seul un retour au double stationnement permettra par la même occasion un retour à une situation plus sécurisée, qui doit être notre objectif à tous.</p> <p>Dans un mail adressé par M. SIMON à M. COLSMAN en date du 08.01.2015, ainsi qu'une réponse de l'échevin M. DE KEYSER au mail de M. DUBOIS, nous avons une confirmation que la commune réfléchit à un projet de piste cyclable.</p> <p>Avec la description des dangers, comme nous les avons décrits ci-dessus, nous sommes convaincus qu'une piste cyclable ne ferait que renforcer et officialiser l'insécurité actuelle due au stationnement limité à un côté.</p> <p>Bien évidemment, sur le principe, nous ne nous opposons pas à l'usage du vélo de manière générale, mais dans le cas de figure ici présent, nous sommes sûrs qu'il s'agit d'une "fausse bonne idée".</p> <p>Merci donc de bien vouloir répondre à la question suivante :</p> <p>Quand les panneaux vont-ils être enlevés afin de retrouver le double stationnement ?"</p> <p>2.- la réponse qui lui est donnée par M. D. DE KEYSER, échevin ;</p> <p>3.- de même que l'intervention de M. W. DRAPS, conseiller communal ;</p> <p>4.- les dernières questions de M. Marc TIELENS, citoyen, représentant 21 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins ;</p> <p>5.- les réponses complémentaires de M. D. DE KEYSER, échevin ;</p> <p>6.- de même que l'intervention de Mme Alexia BERTRAND, conseiller communal ;</p> <p>7.- les conclusions de M. D. DE KEYSER, échevin.</p> <p>-----</p> <p>-----</p> <p>-----</p> <p>-----</p>
----------------------	---

19/27.01.2015/A/0004

A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée - Représentation de la commune au sein des assemblées générales et proposition dans le cadre de la représentation de la commune au sein des conseils d'administration et dans le cadre de l'attribution de fonctions - Diverses A.S.B.L. - Modifications

LE CONSEIL, en séance publique,

Considérant qu'il paraît :

- 1.- nécessaire de communiquer à l'assemblée générale ou au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale ;
- 2.- opportun de proposer à l'assemblée générale des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration ;
- 3.- opportun de proposer au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de l'attribution de fonctions,

dans les A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée, pour la suite de la mandature 2013-2018, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2018 ;

Vu les statuts desdites A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 120 § 2 ;

Vu les divers mouvements intervenus à ce jour au sein des instances desdites A.S.B.L. en termes de départ et de remplacement au cours de la présente mandature ;

Vu les diverses délibérations antérieures prises en la matière ;

Vu le souhait du Conseil communal d'organiser la représentation de la commune au sein desdites A.S.B.L. de manière à en assurer une gestion en adéquation avec la composition du Conseil communal ;

DECIDE à l'unanimité :

- 1.- de communiquer à l'assemblée générale ou au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale ;
- 2.- de proposer à l'assemblée générale des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration ;
- 3.- de proposer au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de l'attribution de fonctions,

dans les A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée, pour la suite de la mandature 2013-2018, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2018, à savoir les personnes suivantes :

A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE :

PS - Mme Emilie ELOY, membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration, en remplacement de M. Ludovic LEFEVRE

A.S.B.L. SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES :

PS - Mme Nicole BECHHOFF, membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration, en remplacement de M. André MEURENS.

V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is - Vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergaderingen en voorstel in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raden van bestuur en in het kader van de toekenning van diverse functies - Diverse V.Z.W.'s - Wijzigingen

DE RAAD, in openbare vergadering,

Overwegende dat het :

- 1.- nodig is aan de algemene vergadering of aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen mee te delen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering ;
- 2.- aangewezen is aan de algemene vergadering van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raad van bestuur ;
- 3.- aangewezen is aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de toekenning van functies,

in de V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor het vervolg van de ambtstermijn 2013-2018, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijken na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2018 ;

Gelet op de statuten van voornoemde V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name

	<p>het artikel 120 § 2 ;</p> <p>Gelet op de diverse verschuivingen die tot op heden plaatsvonden bij de instanties van voornoemde V.Z.W.'s in termen van vertrek en vervanging tijdens deze ambtstermijn ;</p> <p>Gelet op de diverse vorige beraadslagingen die terzake genomen werden ;</p> <p>Gelet op de wens van de Gemeenteraad om de vertegenwoordiging van de gemeente binnen de voornoemde V.Z.W.'s te regelen teneinde een beleid te waarborgen dat afgestemd is op de samenstelling van de Gemeenteraad ;</p> <p>BESLUIT eenparig :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1.- aan de algemene vergadering of aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen mee te delen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering ; 2.- aan de algemene vergadering van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raad van bestuur ; 3.- aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de toekenning van functies, <p>in de V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor het vervolg van de ambtstermijn 2013-2018, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijken na de gemeenteradsverkiezingen van oktober 2018, te weten de volgende personen :</p> <p>V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE :</p> <p>PS - Mw. Emilie ELOY, lid van de algemene vergadering en van de raad van bestuur, ter vervanging van Dhr. Ludovic LEFEVRE</p> <p>V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN :</p> <p>PS - Mw. Nicole BECHHOFF, lid van de algemene vergadering en van de raad van bestuur, ter vervanging van Dhr. André MEURENS.</p> <hr/> <p>52/27.01.2015/A/0005</p> <p>Cimetière communal - Pelouse C - Concession de sépulture n° 580 - Etat d'abandon - Constatation - Fin du droit de concession</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu la loi du 20.07.1971 sur les funérailles et sépultures, modifiée par les lois du 20.09.1998 et du 08.02.2001 et par les ordonnances du 13.12.2007, du 19.05.2011 et du 26.07.2013, notamment l'article 11 ;</p> <p>Vu le rapport du 09.09.2013 du service technique des Travaux Publics constatant l'état d'abandon de la concession de sépulture n° 580 située à la pelouse C du cimetière communal ;</p> <p>Considérant qu'un avis du Bourgmestre du 23.09.2013 constituant l'état d'abandon de la concession de sépulture n° 580 a été affiché pendant un an ;</p> <p>Considérant que ladite concession de sépulture était déjà venue à échéance le 14.05.1993 après affichage d'un avis pendant une période de deux ans ;</p> <p>Considérant que des lettres datées du 29.07.2014 ont été adressées aux héritiers présumés et ayants droit du concessionnaire afin de les prévenir qu'une procédure d'abandon de ladite concession de sépulture était en cours ;</p> <p>Considérant l'absence de réaction des héritiers présumés et ayants droit ;</p> <p>Considérant le rapport du 15.01.2015 du service technique des Travaux Publics duquel il ressort que ladite concession de sépulture n'a toujours pas été remise en état ;</p> <p>DECIDE à l'unanimité, de mettre fin au "droit de concession" relativement à la concession de sépulture n° 580 située à la pelouse C du cimetière communal suite à la constatation de son état d'abandon, et dont l'identité du concessionnaire est reprise ci-dessous :</p> <table border="0"> <thead> <tr> <th><u>N° de la concession</u></th> <th><u>Nom et adresse du concessionnaire</u></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>580</td> <td>CLOETENS Jeanne Marie vve DEKLEERMAEKER rue de l'Eglise 53 1150 Woluwe-Saint-Pierre</td> </tr> </tbody> </table> <hr/> <p>Gemeentekerkhof - Perk C - Grondvergunning nr. 580 - Staat van verwaarlozing - Vastelling - Einde van het vergunningsrecht</p> <p>DE RAAD, in openbare vergadering,</p> <p>Gelet op de wet van 20.07.1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, gewijzigd door de wetten van 20.09.1998 en van 08.02.2001 en door de ordonnances van 13.12.2007, van 19.05.2011 en van 26.07.2013, met name artikel 11 ;</p>	<u>N° de la concession</u>	<u>Nom et adresse du concessionnaire</u>	580	CLOETENS Jeanne Marie vve DEKLEERMAEKER rue de l'Eglise 53 1150 Woluwe-Saint-Pierre
<u>N° de la concession</u>	<u>Nom et adresse du concessionnaire</u>				
580	CLOETENS Jeanne Marie vve DEKLEERMAEKER rue de l'Eglise 53 1150 Woluwe-Saint-Pierre				

	<p>Gelet op het verslag van 09.09.2013 van de technische dienst van de Openbare Werken die de staat van verwaarlozing vaststelt van de grondvergunning nr. 580 gelegen op het perk C van het gemeentekerkhof ;</p> <p>Overwegende dat een bericht van de Burgemeester van 23.09.2013 waarin de staat van verwaarlozing van de grondvergunning nr. 580 werd vastgesteld gedurende één jaar werd aangeplakt ;</p> <p>Overwegende dat de voornoemde grondvergunning al ten einde liep op 14.05.1993 nadat een bericht werd aangeplakt gedurende een periode van twee jaar ;</p> <p>Overwegende dat op 29.07.2014 brieven werden verstuurd naar de vermoedelijke erfgenamen en rechthebbenden van de vergunninghouder ten einde hen te waarschuwen dat er een verwaarlozingsprocedure van de vermelde grondvergunning in uitvoering was ;</p> <p>Overwegende dat noch de vermoedelijke erfgenamen noch de rechthebbenden reageerden ;</p> <p>Overwegende het verslag van 15.01.2015 van de technische dienst van de Openbare Werken waarin vastgesteld werd dat de bovenvermelde grondvergunning nog steeds niet in zijn oorspronkelijke staat hersteld is ;</p> <p>BESLUIT eenparig, een einde te maken aan "het grondvergunningsrecht" betreffende de grondvergunning nr. 580 gelegen op het perk C van het gemeentekerkhof ten gevolge de vaststelling van de staat van verwaarlozing, en waarvan de identiteit van de vergunninghouder hieronder wordt vermeld :</p> <table border="0"> <tr> <td><u>Concessienummer</u></td><td><u>Naam van de concessiehouder</u></td></tr> <tr> <td>580</td><td>CLOETENS Jeanne Marie weduwe DEKLEERMAEKER Kerkstraat 53 1150 Sint-Pieters-Woluwe</td></tr> </table> <p>-----</p> <p>Assurance "Soins de santé - Hospitalisation" - Fixation de la part de l'intervention financière de la commune dans le paiement de la prime - Année civile 2015</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Considérant qu'une assurance "Soins de Santé - Hospitalisation" a été souscrite par la commune auprès de la S.A. AXA Belgium ;</p> <p>Considérant qu'il y a lieu de fixer pour l'année civile 2015 la part de l'intervention financière de la commune dans le paiement de la prime des agents en service, des agents pensionnés et des mandataires ;</p> <p>Vu le procès-verbal de la réunion du 27.01.2015 du Comité de concertation entre la commune et le C.P.A.S. ;</p> <p>Vu le protocole signé le 27.01.2015 entre les délégations de l'autorité communale et du C.P.A.S. de Woluwe-Saint-Pierre et les organisations syndicales représentatives du personnel de la commune et du C.P.A.S., conformément aux dispositions de l'article 30 de l'arrêté royal du 28.09.1984 portant exécution de la loi du 19.12.1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;</p> <p>Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;</p> <p>DECIDE à l'unanimité, de fixer comme suit la part de l'intervention financière de la commune dans le paiement de la prime d'assurance "Soins de Santé - Hospitalisation" pour l'année civile 2015 :</p> <p>1.- agents en service :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la prime relative à l'assurance du personnel travaillant à temps plein est totalement prise en charge par la commune ; - la prime relative à l'assurance du personnel travaillant à temps partiel et au minimum à mi-temps est prise en charge par la commune au prorata du temps de travail pour autant que l'agent en supporte le solde ; une dérogation à cette obligation d'occupation à mi-temps peut être accordée par le Collège des Bourgmestre et Echevins ou le Conseil de l'Action Sociale lorsque le Collège des Bourgmestre et Echevins ou le Conseil de l'Action Sociale estime que l'agent a été tenu de diminuer son temps de travail pour des raisons sociales et familiales ; - la prime relative à l'assurance des membres du ménage de l'agent assuré est totalement prise en charge par ce dernier ; <p>2.- agents pensionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la prime relative à l'assurance du personnel pensionné nommé à titre définitif ayant souscrit à la présente assurance au cours de sa carrière active au sein de l'administration communale est totalement prise en charge par la commune ; - la prime relative à l'assurance du personnel pensionné nommé à titre définitif ayant souscrit à la présente assurance au cours de sa carrière active, même partielle, au sein de l'administration communale est totalement prise en charge par la commune ; - la prime relative à l'assurance des membres du ménage de l'agent pensionné assuré est totalement prise en 	<u>Concessienummer</u>	<u>Naam van de concessiehouder</u>	580	CLOETENS Jeanne Marie weduwe DEKLEERMAEKER Kerkstraat 53 1150 Sint-Pieters-Woluwe
<u>Concessienummer</u>	<u>Naam van de concessiehouder</u>				
580	CLOETENS Jeanne Marie weduwe DEKLEERMAEKER Kerkstraat 53 1150 Sint-Pieters-Woluwe				

50/27.01.2015/A/0006

	<p>charge par ce dernier ;</p> <p>3.- mandataires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la prime relative à l'assurance des mandataires communaux est totalement prise en charge par la commune ; - la prime relative à l'assurance des membres du ménage du mandataire communal assuré est totalement prise en charge par ce dernier. <p>-----</p> <p>Verzekering "Gezondheidszorgen - Hospitalisatie" - Vaststelling van het gedeelte van de financiële tussenkomst van de gemeente in de betaling van de premie - Kalenderjaar 2015</p> <p>DE RAAD, in openbare vergadering,</p> <p>Overwegende dat een verzekering "Gezondheidszorgen - Hospitalisatie" door de gemeente afgesloten werd met de N.V. AXA Belgium ;</p> <p>Overwegende dat voor het kalenderjaar 2015 het gedeelte moet vastgesteld worden van de financiële tussenkomst van de gemeente in de betaling van de premie van de in dienst zijnde beambten, van de oprustgestelde beambten en van de mandatarissen ;</p> <p>Gelet op het proces-verbaal van de vergadering van 27.01.2015 van het Overlegcomité tussen de gemeente en het O.C.M.W. ;</p> <p>Gelet op het protocol getekend op 27.01.2015 tussen de afvaardigingen van de gemeenteoverheid en van het O.C.M.W. van Sint-Pieters-Woluwe en de vertegenwoordigende vakorganisaties van het gemeentepersoneel en van het personeel van het O.C.M.W., overeenkomstig de bepalingen van artikel 30 van het koninklijk besluit van 28.09.1984 houdende uitvoering van de wet van 19.12.1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel ;</p> <p>Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;</p> <p>BESLUIT eenparig, als volgt het gedeelte vast te stellen van de financiële tussenkomst van de gemeente in de betaling van de verzekerspremie "Gezondheidszorgen - Hospitalisatie" voor het kalenderjaar 2015 :</p> <p>1.- beambten in dienst :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de premie betreffende de verzekering van de personeelsleden die volijds werken wordt volledig door de gemeente ten laste genomen ; - de premie betreffende de verzekering van de personeelsleden die deeltijds werken, en op zijn minst halftijds, wordt door de gemeente ten laste genomen in gelijke verhouding tot de arbeidstijd voor zover de beambte het saldo voor zijn rekening neemt ; een afwijking aan deze halftijdse tewerkstellingsverplichting kan toegestaan worden door het College van Burgemeester en Schepenen of door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn wanneer het College van Burgemeester en Schepenen of de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van mening is dat de beambte genoodzaakt werd zijn werktijd te verminderen voor sociale en familiale redenen ; - de premie betreffende de verzekering van de gezinsleden van de verzekerde beambte wordt volledig door laatstgenoemde ten laste genomen ; <p>2.- oprustgestelde beambten :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de premie betreffende de verzekering van de oprustgestelde personeelsleden die deze verzekering tijdens hun actieve loopbaan bij het gemeentebestuur afgesloten hebben wordt volledig door de gemeente ten laste genomen ; - de premie betreffende de verzekering van de oprustgestelde personeelsleden die deze verzekering tijdens hun actieve, zelfs deeltijdse, loopbaan bij het gemeentebestuur afgesloten hebben wordt volledig door de gemeente ten laste genomen ; - de premie betreffende de verzekering van de gezinsleden van de verzekerde oprustgestelde beambte wordt volledig door laatstgenoemde ten laste genomen ; <p>3.- mandatarissen :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de premie betreffende de verzekering van de gemeentemandatarissen wordt volledig door de gemeente ten laste genomen ; - de premie betreffende de verzekering van de gezinsleden van de verzekerde gemeentemandataris wordt volledig door laatstgenoemde ten laste genomen. <p>-----</p> <p>Sanctions administratives communales - Infractions mixtes - Conclusion d'un protocole d'accord avec le Parquet - Ratification</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu la loi du 24.06.2013 relative aux sanctions administratives communales entrée en vigueur le 01.01.2014 et plus précisément l'article 23 ;</p>
50/27.01.2015/A/0007	

	<p>Vu l'arrêté royal du 21.12.2013 fixant les conditions et le modèle du protocole d'accord à conclure en exécution de l'article 23 de la loi du 24.06.2013 relative aux sanctions administratives communales ;</p> <p>Vu le Règlement général de police de Woluwe-Saint-Pierre ;</p> <p>Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 15.01.2015 approuvant le protocole d'accord conclu avec le Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles relativement aux infractions mixtes ;</p> <p>Considérant que l'article 23 de la loi précitée prévoit qu'en matière d'infractions mixtes, un protocole d'accord peut être conclu entre le Procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestre et Echevins ;</p> <p>Considérant que cet article définit le protocole d'accord comme "<i>une convention établie entre le collège des bourgmestre et échevins ou le collège communal et le procureur du Roi compétent concernant les infractions mixtes</i>" ;</p> <p>Considérant qu'il s'agit en réalité d'établir une façon de travailler avec le Parquet afin de déterminer qui, du Parquet ou du Fonctionnaire Sanctionnateur, est compétent dans quel type de dossier en vue notamment d'éviter de se perdre dans des transferts de dossiers trop compliqués et afin d'éviter l'impunité de sanctions considérées comme plus graves ;</p> <p>Considérant que la Zone de Police 5343 Montgomery travaille en cette matière avec des règlements généraux de police identiques afin d'assurer une cohérence au sein de la Zone ;</p> <p>Considérant que la loi précitée permet que le protocole d'accord en matière d'infractions mixtes soit également commun à une Zone de Police ;</p> <p>Considérant que le Procureur général a émis un avis positif sur le présent projet de protocole d'accord conclu ci-annexé à la délibération ;</p> <p>Considérant que l'article 23 de la loi précitée prévoit que ledit protocole d'accord sera annexé au règlement général de police et publié sur le site internet de la commune et/ou par voie d'affichage indiquant le lieu où le texte du protocole peut être consulté par le public ;</p> <p>Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a dès lors conclu un Protocole d'accord avec le Parquet de Bruxelles qui sera signé dès la ratification de celui-ci par le Conseil communal ;</p> <p>Considérant que le Conseil communal, en vertu de l'article 23 de la loi précitée, peut ratifier le protocole d'accord ci-annexé ;</p> <p>DECIDE à l'unanimité, de ratifier le protocole d'accord conclu avec le Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles relativement aux infractions mixtes, ci-annexé.</p> <p>-----</p> <p>Gemeentelijke administratieve sancties - Gemengde inbreuken - Sluiten van een protocolakkoord met het Parket - Bekrachtiging</p> <p>DE RAAD, in openbare vergadering,</p> <p>Gelet op de wet van 24.06.2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties in voege getreden op 01.01.2014 en in het bijzonder artikel 23 ;</p> <p>Gelet op het koninklijk besluit van 21.12. 2013 tot vaststelling van de nadere voorwaarden en het model van het protocolakkoord te sluiten in uitvoering van artikel 23 van de wet van 24.06.2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;</p> <p>Gelet op het Algemeen Politiereglement van Sint-Pieters-Woluwe ;</p> <p>Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15.01.2015 die het protocolakkoord met de Procureur des Konings van het gerechterlijk arrondissement Brussel inzake gemengde inbreuken goedkeurt ;</p> <p>Overwegende dat artikel 23 van de voormelde wet bepaalt dat er inzake gemengde inbreuken een protocolakkoord kan worden gesloten tussen de bevoegde Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen ;</p> <p>Overwegende dat dit artikel het protocolakkoord bepaalt als "<i>een overeenkomst opgesteld tussen het college van burgemeester en schepenen of het gemeentecollege en de voor de gemengde inbreuken bevoegde procureur des Konings</i>" ;</p> <p>Overwegende dat het gaat om het opstellen van een procedure voor samenwerking met het Parket, teneinde vast te stellen wie, van het Parket of de Sanctionerende Ambtenaar, bevoegd is voor het behandelen van de dossiers inzake administratieve sancties die op basis van zogenaamde gemengde inbreuken ingeleid zijn ;</p> <p>Overwegende dat de Politiezone 5343 Montgomery in dit verband werkt met identieke algemene politiereglementen om zodoende coherente binnen de zone te waarborgen ;</p> <p>Overwegende dat de voormelde wet toestaat dat het protocolakkoord inzake overtredingen eveneens gemeenschappelijk is voor een politiezone ;</p> <p>Overwegende dat de Procureur-generaal een positief advies heeft uitgebracht over het protocolakkoord dat bij de onderhavige beraadslaging gevoegd is ;</p>
--	---

	<p>Overwegende dat artikel 23 van voormelde wet voorziet dat genoemd protocol zal gevoegd worden aan het algemeen politiereglement en aangekondigd op de internetsite van de gemeente en/of door aanplakking met vermelding van de plaats waar de tekst van het protocol door het publiek kan geraadpleegd worden ;</p> <p>Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen bijgevolg een protocolakkoord met het Parket van Brussel gesloten heeft dat na de bekraftiging ervan door de Gemeenteraad zal getekend worden ;</p> <p>Overwegende dat de Gemeenteraad, ingevolge artikel 23 van de voormelde wet, het bijgevoegd protocolakkoord kan bekraftigen ;</p> <p>BESLUIT eenparig, het bijgevoegde protocolakkoord met de Procureur des Konings van het gerechterlijk arrondissement Brussel inzake gemengde inbreuken te bekraftigen.</p> <p>-----</p> <p>Sanctions administratives communales - Infractions en matière d'arrêt et de stationnement - Conclusion d'un protocole d'accord avec le parquet - Ratification</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu la loi du 24.06.2013 relative aux sanctions administratives communales entrée en vigueur le 01.01.2014 et plus précisément l'article 23 ;</p> <p>Vu l'arrêté royal du 21.12.2013 fixant les conditions et le modèle du protocole d'accord à conclure en exécution de l'article 23 de la loi du 24.06.2013 relative aux sanctions administratives communales ;</p> <p>Vu l'arrêté royal du 09.03.2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement ;</p> <p>Vu la délibération du Conseil communal du 30.09.2014 modifiant le règlement général de police en vue d'y insérer les infractions en matière d'arrêt et de stationnement ;</p> <p>Vu le Règlement général de Police de Woluwe-Saint-Pierre ;</p> <p>Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15.01.2015 approuvant le protocole d'accord conclu entre le Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles et les communes de Woluwe-Saint-Pierre, Woluwe-Saint-Lambert et Etterbeek relativement aux infractions en matière d'arrêt et de stationnement ;</p> <p>Considérant que l'article 23 de la loi précitée prévoit qu'en matière d'infractions de roulage au sens de l'article 3, 3° de la même loi, un protocole d'accord doit être conclu entre le Procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestre et Echevins ;</p> <p>Considérant que cet article définit le protocole d'accord comme "<i>une convention établie entre le collège des bourgmestre et échevins ou le collège communal et le procureur du Roi compétent concernant les infractions mixtes</i>" ;</p> <p>Considérant qu'il s'agit en réalité d'établir une façon de travailler avec le Parquet afin de déterminer qui, du Parquet ou du Fonctionnaire Sanctionnateur, est compétent dans quel type de dossier en vue notamment d'éviter de se perdre dans des transferts de dossiers trop compliqués et afin d'éviter l'impunité de sanctions considérées comme plus graves ;</p> <p>Considérant que la Zone de Police 5343 Montgomery travaille en cette matière avec des règlements généraux de police identiques afin d'assurer une cohérence au sein de la zone ;</p> <p>Considérant que la loi précitée permet que le protocole d'accord en matière d'infractions de roulage au sens de l'article 3, 3°, de la loi du 24.06.2013 relative aux sanctions administratives communales soit également commun à une Zone de Police ;</p> <p>Considérant qu'il est de l'intérêt de la Zone de Police 5343 Montgomery de travailler avec un protocole d'accord identique à l'ensemble de la zone ;</p> <p>Considérant qu'il est de l'intérêt des communes de la Zone de Police 5343 Montgomery de travailler ensemble avec un protocole d'accord identique ;</p> <p>Considérant surtout qu'il est de l'intérêt du citoyen de se voir appliquer un protocole d'accord identique quel que soit l'endroit où il se trouve dans la zone ;</p> <p>Considérant que le Procureur général a émis un avis positif sur le présent projet de protocole d'accord ;</p> <p>Considérant que l'article 23 de la loi précitée prévoit que ledit protocole d'accord sera annexé au règlement général de police et publié sur le site internet de la commune et/ou par voie d'affichage indiquant le lieu où le texte du protocole peut être consulté par le public ;</p> <p>Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a dès lors conclu un Protocole d'accord avec le Parquet de Bruxelles qui sera signé dès la ratification de celui-ci par le Conseil communal ;</p> <p>Considérant que le Conseil communal, en vertu de l'article 23 de la loi précitée, peut ratifier le protocole d'accord ci-annexé ;</p> <p>DECIDE à l'unanimité, de ratifier le protocole d'accord conclu avec le Procureur du Roi de</p>
50/27.01.2015/A/0008	

l'arrondissement judiciaire de Bruxelles en matière d'infractions d'arrêt et de stationnement, ci-annexé.

Gemeentelijke administratieve sancties - Inbreuken op het stilstaan en het parkeren - Sluiten van een protocolakkoord met het parket - Bekrachtiging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de wet van 24.06.2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties in voege vanaf 01.01.2014 en in het bijzonder artikel 23 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 21.12.2013 tot vaststelling van de nadere voorwaarden en het model van het protocolakkoord te sluiten in uitvoering van artikel 23 van de wet van 24.06.2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;

Gelet op het koninklijk besluit van 09.03.2014 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties voor de overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren en voor de overtredingen betreffende de verkeersborden C3 en F103, vastgesteld met automatisch werkende toestellen ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 30.09.2014 die het algemeen politiereglement wijzigt door het toevoegen van de inbreuken inzake het stilstaan en het parkeren ;

Gelet op het Algemeen Politiereglement van Sint-Pieters-Woluwe ;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15.01.2015 die het protocolakkoord tussen de Procureur des Konings van het rechterlijk arrondissement Brussel en de gemeenten Sint-Pieters-Woluwe, Sint-Lambrechts-Woluwe en Etterbeek inzake het stilstaan en het parkeren goedkeurt ;

Overwegende dat artikel 23 van de voormelde wet bepaalt dat er inzake verkeersinbreuken in de zin van artikel 3, 3° van dezelfde wet een protocolakkoord moet gesloten worden tussen de bevoegde Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen ;

Overwegende dat dit artikel het protocolakkoord bepaalt als "*een overeenkomst opgesteld tussen het college van burgemeester en schepenen of het gemeentecollege en de bevoegde Procureur des Konings betreffende de gemengde inbreuken*" ;

Overwegende dat het gaat om het opstellen van een procedure voor samenwerking met het Parket teneinde vast te stellen, wie van het Parket of de Sanctionerende Ambtenaar, bevoegd is voor het behandelen van welk type dossier om de overdracht van te ingewikkelde dossiers te vermijden en teneinde de straffeloosheid van sancties die ernstiger zijn te vermijden ;

Overwegende dat de Politiezone 5343 Montgomery in dit verband werkt met identieke algemene politiereglementen om zodoende coherente binnen de zone te waarborgen ;

Overwegende dat de voormelde wet toestaat dat het protocolakkoord inzake overkeersovertredingen in de zin van artikel 3, 3°, van de wet van 24.06.2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, eveneens gemeenschappelijk is voor een Politiezone ;

Overwegende dat het in het belang van de Politiezone 5343 Montgomery is dat wordt gewerkt met een identiek protocolakkoord voor de gezamenlijke zone ;

Overwegende dat het in het belang van de gemeenten van de Politiezone 5343 Montgomery is dat wordt gewerkt met een identiek protocolakkoord ;

Overwegende dat het in het belang van de burger is dat hij kan vaststellen dat er een identiek protocolakkoord op hem wordt toegepast, ongeacht de plaats waar hij zich in de Zone bevindt ;

Overwegende dat de Procureur-generaal een positief advies heeft uitgebracht over het huidige protocolakkoord ;

Overwegende dat artikel 23 van voormelde wet voorziet dat genoemd protocol zal gevoegd worden aan het algemeen politiereglement en aangekondigd op de internetsite van de gemeente en/of door aanplakking met vermelding van de plaats waar de tekst van het protocol door het publiek kan geraadpleegd worden ;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen een protocolakkoord gesloten heeft met het Parket van Brussel dat zal getekend worden na bekraftiging door de Gemeenteraad ;

Overwegende dat de Gemeenteraad ingevolge artikel 23 van genoemde wet het bijgevoegde protocolakkoord mag bekraftigen ;

BESLUIT eenparig, het bijgevoegde protocolakkoord met de Procureur des Konings van het rechterlijk arrondissement Brussel inzake inbreuken op het stilstaan en het parkeren te bekraftigen.

Enseignement fondamental francophone - Ecole fondamentale du Chant d'Oiseau - Section maternelle - Fermeture d'un emploi subventionné

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le décret de la Communauté française du 13.07.1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, notamment l'article 42 ;

	<p>Considérant que les élèves fréquentant au 01.10.2014 l'enseignement fondamental francophone à l'école fondamentale du Chant d'Oiseau - section maternelle - réunissent les conditions pour que leur inscription soit effective ;</p> <p>Considérant dès lors qu'au sein de l'école susmentionnée, le nombre d'élèves déterminant l'encadrement s'élève à 211 et génère ainsi un nombre d'emplois s'élevant à 10 unités ;</p> <p>Considérant qu'en date du 01.09.2014 le nombre d'emplois subventionnés est de 10,5 unités ;</p> <p>DECIDE à l'unanimité, de fermer au 01.10.2014 0,5 emploi dans la fonction d'institutrice maternelle dans l'enseignement fondamental francophone à l'école fondamentale du Chant d'Oiseau - section maternelle - et de fixer ainsi le nouvel encadrement à 10 emplois subventionnés.</p> <p>-----</p>
55/27.01.2015/A/0010	<p>Enseignement fondamental francophone - Ecole fondamentale de Stockel - Section maternelle - Fermeture d'un emploi subventionné</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu le décret de la Communauté française du 13.07.1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, notamment l'article 42 ;</p> <p>Considérant que les élèves fréquentant au 01.10.2014 l'enseignement fondamental francophone à l'école fondamentale de Stockel - section maternelle - réunissent les conditions pour que leur inscription soit effective ;</p> <p>Considérant dès lors qu'au sein de l'école susmentionnée, le nombre d'élèves déterminant l'encadrement s'élève à 219 et génère ainsi un nombre d'emplois s'élevant à 10 unités ;</p> <p>Considérant qu'en date du 01.09.2014 le nombre d'emplois subventionnés est de 10,5 unités ;</p> <p>DECIDE à l'unanimité, de fermer au 01.10.2014 0,5 emploi dans la fonction d'institutrice maternelle dans l'enseignement fondamental francophone à l'école fondamentale de Stockel - section maternelle - et de fixer ainsi le nouvel encadrement à 10 emplois subventionnés.</p> <p>-----</p>
55/27.01.2015/A/0011	<p>Enseignement fondamental francophone - Ecole maternelle de Joli-Bois - Ouverture d'un emploi subventionné</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu le décret de la Communauté française du 13.07.1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, notamment l'article 44bis ;</p> <p>Considérant que les élèves fréquentant au 01.10.2014 l'enseignement fondamental francophone à l'école maternelle de Joli-Bois réunissent les conditions pour que leur inscription soit effective ;</p> <p>Considérant dès lors qu'au sein de l'école susmentionnée, le nombre d'élèves déterminant l'encadrement s'élève à 201 et génère ainsi un nombre d'emplois s'élevant à 9,5 unités ;</p> <p>Considérant qu'en date du 01.09.2014 le nombre d'emplois subventionnés est de 9 unités ;</p> <p>DECIDE à l'unanimité, d'ouvrir au 01.10.2014 0,5 emploi dans la fonction d'institutrice maternelle dans l'enseignement fondamental francophone à l'école maternelle de Joli-Bois et de fixer ainsi le nouvel encadrement à 9,5 emplois subventionnés.</p> <p>-----</p>
55/27.01.2015/A/0012	<p>Enseignement fondamental francophone - Ecole fondamentale du Chant d'Oiseau - Section maternelle - Ouverture d'un emploi subventionné</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu le décret de la Communauté française du 13.07.1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, notamment l'article 44bis ;</p> <p>Considérant que les élèves fréquentant au 18.11.2014 l'enseignement fondamental francophone à l'école fondamentale du Chant d'Oiseau - section maternelle - réunissent les conditions pour que leur inscription soit effective ;</p> <p>Considérant dès lors qu'au sein de l'école susmentionnée, le nombre d'élèves déterminant l'encadrement s'élève à 224 et génère ainsi un nombre d'emplois s'élevant à 10,5 unités ;</p> <p>Considérant qu'en date du 01.10.2014 le nombre d'emplois subventionnés est de 10 unités ;</p> <p>DECIDE à l'unanimité, d'ouvrir au 18.11.2014 0,5 emploi dans la fonction d'institutrice maternelle dans l'enseignement fondamental francophone à l'école fondamentale du Chant d'Oiseau - section maternelle - et de fixer ainsi le nouvel encadrement à 10,5 emplois subventionnés.</p> <p>-----</p>
55/27.01.2015/A/0013	<p>Enseignement fondamental francophone - Ecole fondamentale de Stockel - Section maternelle - Ouverture d'un emploi subventionné</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu le décret de la Communauté française du 13.07.1998 portant organisation de l'enseignement</p>

	<p>maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, notamment l'article 44bis ;</p> <p>Considérant que les élèves fréquentant au 18.11.2014 l'enseignement fondamental francophone à l'école fondamentale de Stockel - section maternelle - réunissent les conditions pour que leur inscription soit effective ;</p> <p>Considérant dès lors qu'au sein de l'école susmentionnée, le nombre d'élèves déterminant l'encadrement s'élève à 229 et génère ainsi un nombre d'emplois s'élevant à 10,5 unités ;</p> <p>Considérant qu'en date du 01.10.2014 le nombre d'emplois subventionnés est de 10 unités ;</p> <p>DECIDE à l'unanimité, d'ouvrir au 18.11.2014 0,5 emploi dans la fonction d'institutrice maternelle dans l'enseignement fondamental francophone à l'école fondamentale de Stockel - section maternelle - et de fixer ainsi le nouvel encadrement à 10,5 emplois subventionnés.</p> <p>-----</p>
55/27.01.2015/A/0014	<p>Enseignement fondamental francophone - Ecole fondamentale du Chant d'Oiseau - Section maternelle - Ouverture d'un emploi subventionné</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu le décret de la Communauté française du 13.07.1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, notamment l'article 44bis ;</p> <p>Considérant que les élèves fréquentant au 19.01.2015 l'enseignement fondamental francophone à l'école fondamentale du Chant d'Oiseau - section maternelle - réunissent les conditions pour que leur inscription soit effective ;</p> <p>Considérant dès lors qu'au sein de l'école susmentionnée, le nombre d'élèves déterminant l'encadrement s'élève à 239 et génère ainsi un nombre d'emplois s'élevant à 11 unités ;</p> <p>Considérant qu'en date du 18.11.2014 le nombre d'emplois subventionnés est de 10,5 unités ;</p> <p>DECIDE à l'unanimité, d'ouvrir au 19.01.2015 0,5 emploi dans la fonction d'institutrice maternelle dans l'enseignement fondamental francophone à l'école fondamentale du Chant d'Oiseau - section maternelle - et de fixer ainsi le nouvel encadrement à 11 emplois subventionnés.</p> <p>-----</p>
55/27.01.2015/A/0015	<p>Enseignement fondamental francophone - Ecole fondamentale de Stockel - Section maternelle - Ouverture d'un emploi subventionné</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu le décret de la Communauté française du 13.07.1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, notamment l'article 44bis ;</p> <p>Considérant que les élèves fréquentant au 19.01.2015 l'enseignement fondamental francophone à l'école fondamentale de Stockel - section maternelle - réunissent les conditions pour que leur inscription soit effective ;</p> <p>Considérant dès lors qu'au sein de l'école susmentionnée, le nombre d'élèves déterminant l'encadrement s'élève à 247 et génère ainsi un nombre d'emplois s'élevant à 11,5 unités ;</p> <p>Considérant qu'en date du 18.11.2014 le nombre d'emplois subventionnés est de 10,5 unités ;</p> <p>DECIDE à l'unanimité, d'ouvrir au 19.01.2015 1 emploi dans la fonction d'institutrice maternelle dans l'enseignement fondamental francophone à l'école fondamentale de Stockel - section maternelle - et de fixer ainsi le nouvel encadrement à 11,5 emplois subventionnés.</p> <p>-----</p>
55/27.01.2015/A/0016	<p>Enseignement fondamental francophone - Ecole maternelle de Joli-Bois - Ouverture d'un emploi subventionné</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu le décret de la Communauté française du 13.07.1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, notamment l'article 44bis ;</p> <p>Considérant que les élèves fréquentant au 19.01.2015 l'enseignement fondamental francophone à l'école maternelle de Joli-Bois réunissent les conditions pour que leur inscription soit effective ;</p> <p>Considérant dès lors qu'au sein de l'école susmentionnée, le nombre d'élèves déterminant l'encadrement s'élève à 226 et génère ainsi un nombre d'emplois s'élevant à 10,5 unités ;</p> <p>Considérant qu'en date du 01.10.2014 le nombre d'emplois subventionnés est de 9,5 unités ;</p> <p>DECIDE à l'unanimité, d'ouvrir au 19.01.2015 1 emploi dans la fonction d'institutrice maternelle dans l'enseignement fondamental francophone à l'école maternelle de Joli-Bois et de fixer ainsi le nouvel encadrement à 10,5 emplois subventionnés.</p> <p>-----</p> <p>-----</p> <p>-----</p> <p>-----</p> <p>-----</p>

50/27.01.2015/A/0017	<p>Relations avec l'étranger - Jumelages et coopération internationale - Partenariat entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Ville de Goma de la Province du Nord Kivu en République Démocratique du Congo - Création d'un jumelage et de relations privilégiées entre la Ville de Goma et la commune de Woluwe-Saint-Pierre - Approbation</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu le partenariat existant entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Ville de Goma de la Province du Nord Kivu en République Démocratique du Congo depuis 2009 ;</p> <p>Considérant la mise en oeuvre d'un programme de coopération internationale communale financé par la Direction générale de la Coopération au Développement, géré par l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale et axé sur la réhabilitation des services Etat civil-Population en République Démocratique du Congo ;</p> <p>Considérant la signature en date du 16.09.2009 d'un protocole de collaboration entre les deux entités dans le cadre du programme susmentionné ;</p> <p>Considérant la signature en date du 17.12.2009 d'une convention spécifique de partenariat entre les deux entités ;</p> <p>Vu le courriel du 19.11.2014 de l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale informant de la signature de l'arrêté royal validant le programme de coopération internationale communale pour les années 2014-2016 ;</p> <p>Vu la délibération du 09.01.2014 du Collège des Bourgmestre et Echevins décident, d'une part, d'approuver les termes et de procéder à la signature de la convention spécifique engageant la commune dans le cadre du programme susmentionné, à condition d'obtenir la subvention de l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale afin de disposer des moyens financiers nécessaires à la réalisation du projet axé sur la réhabilitation du service Etat civil-Population à Goma pour les années 2014-2016 et, d'autre part, de charger l'A.S.B.L. JUMELAGES ET PARTENARIATS en collaboration avec l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale et de la réalisation et de la gestion du projet en République Démocratique du Congo ;</p> <p>Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 04.12.2014 décident de soumettre pour approbation la présente délibération au Conseil communal ;</p> <p>Considérant le souhait des autorités communales d'officialiser ce partenariat en créant un véritable jumelage ;</p> <p>DECIDE à l'unanimité :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1.- d'officialiser le partenariat existant entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Ville de Goma de la Province du Nord Kivu en République Démocratique du Congo ; 2.- d'entériner la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 04.12.2014 et d'autoriser les autorités communales à créer un jumelage et des relations privilégiées entre la Ville de Goma et la commune de Woluwe-Saint-Pierre. <p>-----</p> <p>Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publicité - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Financement - Exercice 2014</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 alinéa 3 ;</p> <p>Vu la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 1, 1°, a) ;</p> <p>Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;</p> <p>Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;</p> <p>Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix du mode de passation et fixation des conditions des marchés passés par voie de procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1°, a) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, en raison d'un devis estimatif inférieur ou égal à 85.000,00 EUR, hors T.V.A. ;</p> <p>PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins prises en application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix du mode de</p>
50/27.01.2015/A/0018	

passation et fixation des conditions du marché défini ci-après et passé par voie de procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1°, a) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, en raison d'un devis estimatif inférieur ou égal à 85.000,00 EUR, hors T.V.A. ;

DECIDE à l'unanimité, de financer les dépenses relatives auxdits marchés soit au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires, soit au moyen d'emprunts à conclure auprès d'un organisme financier, soit au moyen de subsides à percevoir du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ou autres :

1.- Centre sportif du Parc de Woluwe - Mobilier divers - Marché de fournitures

Devis estimatif : 4.028,08 EUR, hors T.V.A., soit 4.873,98 EUR, T.V.A. de 21 % comprise

Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.12.2014 - Réf. 28#019/18.12.2014/B/0019#

Article budgétaire 7640/741-51 (Travail 2014-098) (MB. 02) - Financement par prélèvement sur FRE-F.060.

Nombre de firmes consultées : 4.

2.- Centre sportif du Parc de Woluwe - Machines et matériels divers - Marché de fournitures

Devis estimatif : 5.627,00 EUR, hors T.V.A., soit 6.808,67 EUR, T.V.A. de 21 % comprise

Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.12.2014 - Réf. 86#019/18.12.2014/B/0023#

Article budgétaire 7640/744-51 (Travail 2014-099) (MB. 02) - Financement par prélèvement sur FRE-F.060.

Nombre de firmes consultées : 3.

Opdrachten van werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Financiering - Dienstjaar 2014

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 alinea 3 ;

Gelet op de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 1, 1°, a) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen aan de Gemeenteraad ter informatie voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet en houdende keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdrachten toegekend via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 26, § 1, 1°, a) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, omwille van een raming kleiner dan of gelijk aan 85.000,00 EUR, B.T.W. exclusief ;

NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen genomen in toepassing van het artikel 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet en houdende keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de hierna bepaalde opdracht, toegekend via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 26, § 1, 1°, a) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, omwille van een raming kleiner dan of gelijk aan 85.000,00 EUR, B.T.W. exclusief ;

BESLUIT eenparig, de uitgaven van de desbetreffende opdrachten te financieren hetzij door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen, hetzij door middel van leningen aan te gaan bij een financiële instelling, hetzij door middel van subsidies te verkrijgen bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of andere :

1.- Sportcentrum van het Woluwepark - Divers meubilair - Opdracht voor leveringen

Raming : 4.028,08 EUR, zonder B.T.W., hetzij 4.873,98 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen

College van Burgemeester en Schepenen van 18.12.2014 - Ref. 28#019/18.12.2014/B/0019#

Begrotingsartikel 7640/741-51 (Werk 2014-098) (BW. 02) - Financiering door overboeking uit BRF-F.060.

Aantal geraadpleegde firma's : 4.

2.- Sportcentrum van het Woluwepark - Diverse toestellen en materieel - Opdracht voor leveringen

Raming : 5.627,00 EUR, zonder B.T.W., hetzij 6.808,67 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen

College van Burgemeester en Schepenen van 18.12.2014 - Ref. 86#019/18.12.2014/B/0023#

Begrotingartikel 7640/744-511 (Werk 2014-099) (BW. 02) - Financiering door overboeking uit BRF-F.060.

Aantal geraadpleegde firma's : 3.

26/27.01.2015/A/0019	<p>Voirie - Epandeuse de sel - Remplacement du moteur - Marché de fournitures urgentes et imprévisibles - Application des articles 234 alinéa 1 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publicité - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.01.2015 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2015</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 alinéa 1 et 249 § 1 alinéa 2 ;</p> <p>Vu la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 1, 1°, c) ;</p> <p>Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;</p> <p>Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;</p> <p>Considérant que les segments de piston du moteur de l'épandeuse de sel, acquise en 2004, ont brûlé et qu'il s'avère nécessaire, après examen, de procéder au remplacement complet du moteur dans les plus brefs délais afin de pouvoir assurer l'épandage de sel pendant la saison hivernale ;</p> <p>Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.01.2015 prise en application de l'article 234 alinéa 1 et de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, dans le cadre du marché n° 2015.055/A//2015.E066.01/TP.DVO-PS de l'exercice 2015 de fournitures urgentes et imprévisibles relatif au remplacement du moteur de l'épandeuse de sel, tant en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions du marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription budgétaire des crédits nécessaires ;</p> <p>PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.01.2015 prise en application de l'article 234 alinéa 1 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et décistant de choisir, comme mode de passation du marché n° 2015.055/A//2015.E066.01/TP.DVO-PS de l'exercice 2015 de fournitures urgentes et imprévisibles relatif au remplacement du moteur de l'épandeuse de sel, la procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1°, c) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée ;</p> <p>DECIDE à l'unanimité :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1.- d'admettre la dépense résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.01.2015 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 3.661,00 EUR, hors T.V.A., soit 4.429,81 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ; 2.- de procéder à l'inscription budgétaire, d'une part, d'un crédit de dépense d'un montant de 4.500,00 EUR à l'article 4210/745-53 (travail 066) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2014 et, d'autre part, d'un crédit de recette d'un montant de 4.500,00 EUR à l'article 4210/995-51 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015 et de prévoir, lors des premières modifications budgétaires de clôture de l'exercice 2015, l'intégration, dans la comptabilité budgétaire, de cette inscription de crédits ; 3.- de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060. <p>-----</p> <p>Wegen - Zoutstrooimachine - Vervanging van de motor - Opdracht voor leveringen - Dringende en onvoorzienbare leveringen - Toepassing van artikels 234 alinea 1 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.01.2015 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2015</p> <p>DE RAAD, in openbare vergadering,</p> <p>Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 alinea 1 en 249 § 1 alinea 2 ;</p> <p>Gelet op de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 1, 1°, c) ;</p> <p>Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;</p> <p>Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;</p> <p>Overwegende dat de zuigerringen van de zoutstrooimachine, aangekocht in 2004, verbranden zijn en dat</p>
----------------------	--

het noodzakelijk is, na examen, zo vlug mogelijk over te gaan tot de complete vervanging van de motor, om het zoutsrooien gedurende het winterseizoen te verzekeren ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.01.2015 genomen in toepassing van het artikel 234 alinea 1 en van het artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, in het kader van de opdracht nr. 2015.055/A//2015.E066.01/TP.DVO-PS van het dienstjaar 2015 van dringende en onvoorzienbare leveringen betreffende de vervanging van de motor van de zoutstrooimachine, zowel op het gebied van de keuze van de gunningswijze en de vastlegging van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.01.2015 genomen in toepassing van het artikel 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet en waarbij besloten wordt als gunningswijze van de opdracht nr. 2015.055/A//2015.E066.01/TP.DVO-PS van het dienstjaar 2015 van dringende en onvoorzienbare leveringen betreffende de vervanging van de motor van de zoutstrooimachine, de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van het artikel 26, § 1, 1°, c) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, te kiezen ;

BESLUIT eenparig :

- 1.- in te stemmen met de uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen van 08.01.2015 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, met name 3.661,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 4.429,81 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
 - 2.- tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet van een bedrag van 4.500,00 EUR op het artikel 4210/745-53 (werk 066) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2014 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet van een bedrag van 4.500,00 EUR op het artikel 4210/995-51 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015 over te gaan en de opneming, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de eerste begrotingswijzigingen van het dienstjaar 2015 te voorzien ;
 - 3.- de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen BRF-F.060.
-

86/27.01.2015/A/0020

Logement - Immeuble sis rue François Gay 74 - Remplacement de la centrale incendie - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 alinéa 1 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publicité - Exercice 2014 - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.12.2014 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2015

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 alinéa 1 et 249 § 1 alinéa 2 ;

Vu la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 1, 1°, a) ;

Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Considérant que la centrale incendie de l'immeuble sis rue François Gay 74 est totalement défectueuse ; qu'il s'avère indispensable pour assurer la détection incendie et la sécurité des occupants de procéder immédiatement à son remplacement ;

Considérant que la centrale incendie de l'immeuble sis rue François Gay 74 est reportée vers celle de l'hôtel communal ; que cette centrale incendie est une centrale de la S.A. DEF BELGIUM ; que cette installation est également sous contrat d'entretien de la S.A. DEF BELGIUM ; qu'il n'y a dès lors pas lieu de consulter plusieurs firmes ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.12.2014 prise en application de l'article 234 alinéa 1 et de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, dans le cadre du marché n° 2014.171/A//2014.E104.01/TP.CL-OVS de l'exercice 2014 de travaux urgents et imprévisibles relatif au remplacement de la centrale incendie de l'immeuble sis rue François Gay 74, tant en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions du marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription budgétaire des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.12.2014 prise en application de l'article 234 alinéa 1 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et décidant de choisir,

comme mode de passation du marché n° 2014.171/A//2014.E104.01/TP.CL-OVS de l'exercice 2014 de travaux urgents et imprévisibles relatif au remplacement de la centrale incendie de l'immeuble sis rue François Gay 74, la procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1°, a) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée ;

DECIDE à l'unanimité :

- 1.- d'admettre la dépense résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.12.2014 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 3.845,56 EUR, hors T.V.A., soit 4.653,13 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
- 2.- de procéder à l'inscription budgétaire, d'une part, d'un crédit de dépense d'un montant de 4.700,00 EUR à l'article 9220/724-60 (travail 104) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2014 et, d'autre part, d'un crédit de recette d'un montant de 4.700,00 EUR à l'article 9220/995-51 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2014 et de prévoir, lors de la modification budgétaire MB. 04 de l'exercice 2014, l'intégration, dans la comptabilité budgétaire, de cette inscription de crédits ;
- 3.- de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Huisvesting - Gebouw gelegen François Gaystraat 74 - Vervanging van de branddetectiecentrale - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 alinea 1 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Dienstjaar 2014 - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 18.12.2014 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2015

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 alinea 1, 234 alinea 1 en 249 § 1 alinea 2 ;

Gelet op de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 1, 1°, a) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Overwegende dat de branddetectiecentrale van het gebouw gelegen François Gaystraat 74 volledig buiten gebruik is ; dat het noodzakelijk is de branddetectie en de veiligheid van de personen te verzekeren door onmiddellijk tot vervanging over te gaan ;

Overwegende dat de branddetectiecentrale van het gebouw gelegen François Gaystraat 74 werd overgeheveld naar deze van het gemeentehuis ; dat deze centrale werd voorzien door de N.V. DEF BELGIUM ; dat deze laatste eveneens instaat voor het onderhoud van deze installatie ; dat het diensgevolgens niet nodig is om verschillende firma's te raadplegen ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 18.12.2014 genomen in toepassing van het artikel 234 alinea 1 en van het artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, in het kader van de opdracht nr. 2014.171/A//2014.E104.01/TP.CL-OVS van het dienstjaar 2014 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de branddetectiecentrale van het gebouw gelegen François Gaystraat 74, zowel op het gebied van de keuze van de gunningswijze en de vastlegging van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 18.12.2014 genomen in toepassing van het artikel 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en waarbij besloten wordt als gunningswijze van de opdracht nr. 2014.171/A//2014.E104.01/TP.CL-OVS van het dienstjaar 2014 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de branddetectiecentrale van het gebouw gelegen François Gaystraat 74, de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van het artikel 26, § 1, 1°, a) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, te kiezen ;

BESLUIT eenparig :

- 1.- in te stemmen met de uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen van 18.12.2014 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, met name 3.845,56 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 4.653,13 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;

	<p>2.- tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet van een bedrag van 4.700,00 EUR op het artikel 9220/724-60 (werk 104) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2014 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet van een bedrag van 4.700,00 EUR op het artikel 9220/995-51 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2014 over te gaan en de opneming, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de begrotingswijziging BW. 04 van het dienstjaar 2014 te voorzien ;</p> <p>3.- de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen BRF-F.060.</p> <p>-----</p> <p>Bibliothèque néerlandophone - Construction d'un nouveau bâtiment passif - Marché de travaux - Adjudication publique - Exercice 2011 - Extension de marché - Exercice 2014 - Modification de la description de travaux du programme extraordinaire - Financement - Exercice 2015</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 alinéa 1 ;</p> <p>Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24.12.2014 portant, notamment, attribution à la S.A. IN ADVANCE, rue de la Grenouillette 2E, 1130 Bruxelles, B.C.E. 0450.538.571, moyennant la somme de 15.450,00 EUR, hors T.V.A., soit 18.694,50 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, de divers travaux non prévus en extension du marché n° E071.01/TP.CL-MVE/2011.023 de l'exercice 2011 relatif à la construction d'un nouveau bâtiment passif pour la bibliothèque néerlandophone, à savoir la fourniture et la pose d'un faux plafond métallique (avenant numéro 21) ;</p> <p>Considérant que les crédits engagés ainsi que le financement correspondant sont insuffisants afin de couvrir l'ensemble de la dépense résultant dudit marché, des extensions antérieures et de l'extension susmentionnée ;</p> <p>Considérant que les crédits inscrits à l'article 7670/723-60 (travail 064) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2014 peuvent être utilisés à cet effet à raison de 18.080,00 EUR moyennant modification de la description dudit travail ;</p> <p>DECIDE à l'unanimité :</p> <p>1.- de modifier la description du travail 064 du programme extraordinaire de l'exercice 2014 inscrit à l'article 7670/723-60 du service extraordinaire du budget dudit exercice en réduisant pour un montant de 18.080,00 EUR la définition existante "Bibliothèque néerlandophone - Complément d'honoraires, raccordement eau et électricité" et en ajoutant pour un montant de 18.080,00 EUR la définition nouvelle "Bibliothèque néerlandophone - Complément d'honoraires, raccordement eau et électricité et travaux d'aménagement" ;</p> <p>2.- de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-PROD.VTE.PROP.</p> <p>-----</p> <p>Nederlandstalige bibliotheek - Bouw van een nieuw passief gebouw - Opdracht voor aanneming van werken - Openbare aanbesteding - Dienstjaar 2011 - Uitbreiding van opdracht - Dienstjaar 2014 - Wijziging van de beschrijving van werken van het buitengewoon programma - Financiering - Dienstjaar 2015</p> <p>DE RAAD, in openbare vergadering,</p> <p>Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name het artikel 117 alinea 1 ;</p> <p>Gelet op de beraadslaging van 24.12.2014 van het College van Burgemeester en Schepenen houdende, met name, gunning aan de N.V. IN ADVANCE, Waterranonkelstraat 2E, K.B.O. 0450.538.571, mits de som van 15.450,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 18.694,50 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, van verschillende niet voorziene werken in uitbreiding van de opdracht nr. E071.01/TP.CL-MVE/2011.023 van het dienstjaar 2011 betreffende de bouw van een nieuw passief gebouw voor de Nederlandstalige bibliotheek, met name de levering van een metalen loos plafond (afrekening nummer 21) ;</p> <p>Overwegende dat de vastgelegde kredieten en de overeenstemmende financiering onvoldoende zijn om het geheel van de uitgave voortvloeiend uit deze opdracht, de vorige uitbreidingen en de bovenvermelde uitbreiding te dekken ;</p> <p>Overwegende dat de kredieten ingeschreven op het artikel 7670/723-60 (werk 064) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2014 hiervoor mogen gebruikt worden naar rato van 18.080,00 EUR mits de wijziging van de beschrijving van voornoemd werk ;</p> <p>BESLUIT eenparig :</p> <p>1.- de beschrijving van het werk 064 van het buitengewoon programma van het dienstjaar 2014 ingeschreven op</p>
--	--

	<p>het artikel 7670/723-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het voormald dienstjaar te wijzigen door de bestaande definitie "Nederlandstalige bibliotheek - Erelonen complement en aansluiting water en elektriciteit" te verminderen voor een bedrag van 18.080,00 EUR en door de nieuwe definitie "Nederlandstalige bibliotheek - Erelonen complement en aansluiting water en elektriciteit en aanlegwerken" voor een bedrag van 18.080,00 EUR bij te voegen ;</p> <p>2.- de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen BRF-OPB.VER.EIG.</p> <p>-----</p> <p>Centre sportif du Parc de Woluwe - Aménagement d'un terrain de sport en gazon synthétique - Marché de travaux - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Demande de subsides auprès de la Région de Bruxelles-Capitale - Financement - Exercice 2015</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 alinéa 1 ;</p> <p>Vu la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 25 ;</p> <p>Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;</p> <p>Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;</p> <p>Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à l'aménagement d'un terrain de sport en gazon synthétique au Centre sportif du Parc de Woluwe durant l'année 2015 ;</p> <p>Vu, dans le cadre dudit marché n° 2015.058/A/2015.E047.01/TP.VP-XV, le cahier spécial des charges, le métré et le devis estimatif d'un montant de 660.000,00 EUR, hors T.V.A., soit 798.600,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;</p> <p>Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 7640/725-60 (travail 047) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015 sous réserve de leur approbation par l'autorité de tutelle ;</p> <p>DECIDE par 18 voix pour et 13 abstentions (M. W. Draps, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Mme M. Vamvakas, Mme S. Liégeois, Conseillers communaux), sous réserve d'approbation par l'autorité de tutelle des crédits nécessaires inscrits à cet effet à l'article 7640/725-60 (travail 047) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015 :</p> <p>1.- de choisir, comme mode de passation du marché n° 2015.058/A/2015.E047.01/TP.VP-XV de l'exercice 2015 relatif à l'aménagement d'un terrain de sport en gazon synthétique au Centre sportif du Parc de Woluwe, l'appel d'offres ouvert en application de l'article 25 de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée ;</p> <p>2.- d'approuver, dans le cadre dudit marché, le cahier spécial des charges, le métré et le devis estimatif d'un montant de 660.000,00 EUR, hors T.V.A., soit 798.600,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;</p> <p>3.- de solliciter les subsides de la Région de Bruxelles-Capitale (Commission Communautaire Française) ;</p> <p>4.- de financer la dépense au moyen d'un emprunt à conclure auprès d'un organisme financier et au moyen de subsides à obtenir de la Région de Bruxelles-Capitale (Commission Communautaire Française).</p> <p>-----</p> <p>Sportcentrum van het Woluwepark - Inrichting van een sportveld in kunstgras - Opdracht voor werken - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Aanvraag tot toelagen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Financiering - Dienstjaar 2015</p> <p>DE RAAD, in openbare vergadering,</p> <p>Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1 en 234 alinea 1 ;</p> <p>Gelet op de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, met name artikel 25 ;</p> <p>Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;</p> <p>Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;</p> <p>Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aanleg van een sportveld in kunstgras in het Sportcentrum van het Woluwepark in de loop van het jaar 2015 ;</p> <p>Gelet, in het kader van deze opdracht nr. 2015.058/A/2015.E047.01/TP.VP-XV, op het bestek, de opmeting en de raming ten bedrage van 660.000,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 798.600,00 EUR, B.T.W. van</p>
86/27.01.2015/A/0022	

	<p>21 % inbegrepen ;</p> <p>Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op artikel 7640/725-60 (werk 047) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015 onder voorbehoud van hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid ;</p> <p>BESLUIT met 18 stemmen voor en 13 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Mw. M. Vamvakas, Mw. S. Liégeois, Gemeenteradsleden), onder voorbehoud van goedkeuring door de toezichthoudende overheid van de nodige kredieten daartoe ingeschreven op artikel 7640/725-60 (werk 047) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015 :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1.- als gunningswijze van de opdracht nr. 2015.058/A/2015.E047.01/TP.VP-XV van het dienstjaar 2015 betreffende de aanleg van een sportveld in kunstgras in het Sportcentrum van het Woluwepark, de open offerteaanvraag te kiezen in toepassing van het artikel 25 van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd ; 2.- in het kader van deze opdracht, het bestek, de opmeting en de raming goed te keuren, raming ten bedrage van 660.000,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 798.600,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ; 3.- de toelagen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Franse Gemeenschapscommissie) aan te vragen ; 4.- de uitgave te financieren door middel van een lening aan te gaan bij een financiële instelling en door middel van toelagen te verkrijgen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Franse Gemeenschapscommissie). <p>-----</p> <p>Voirie - Camionnette avec plateau ridelle grillagé - Marché de fournitures - Procédure négociée sans publicité - Exercice 2014 - Prise de connaissance du dépassement du montant du devis estimatif résultant de l'attribution du marché - Exercice 2015</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 alinéa 1 et l'article 234 alinéa 1 ;</p> <p>Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.10.2014 portant, notamment, choix du mode de passation et fixation des conditions du marché n° 2014.149/A//2014.E016.03/TP.DVO-PS de l'exercice 2014 relatif à la fourniture d'une camionnette avec plateau ridelle grillagé pour la voirie ;</p> <p>Vu la délibération du Conseil communal du 21.10.2014 prenant connaissance de la délibération susmentionnée du Collège des Bourgmestre et Echevins prise en application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée ;</p> <p>Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.12.2014 portant, notamment, attribution dudit marché à la S.A. EXCEL MOTOR, avenue du Port 138, 1000 Bruxelles, B.C.E. 0407.418.905, pour un montant de 28.375,00 EUR, hors T.V.A., soit 34.333,75 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;</p> <p>Considérant que le Conseil communal doit prendre connaissance du montant du dépassement du devis résultant de l'attribution dudit marché ;</p> <p>PREND CONNAISSANCE du dépassement du montant du devis estimatif résultant de l'attribution du marché n° 2014.149/A//2014.E016.03/TP.DVO-PS de l'exercice 2014 relatif à la fourniture d'une camionnette avec plateau ridelle grillagé pour la voirie, à savoir une attribution d'un montant de 34.333,75 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, pour un devis estimatif d'un montant de 27.225,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise.</p> <p>-----</p> <p>Wegen - Bestelwagen met kieper met loofrek - Opdracht voor leveringen - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Dienstjaar 2014 - Kennisneming van de overschrijding van het bedrag van de raming voortvloeiend uit de gunning van de opdracht - Dienstjaar 2015</p> <p>DE RAAD, in openbare vergadering,</p> <p>Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name het artikel 117 alinea 1 en het artikel 234 alinea 1 ;</p> <p>Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.10.2014 houdende, met name, keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht nr. 2014.149/A//2014.E016.03/TP.DVO-PS van het dienstjaar 2014 betreffende de levering van een bestelwagen met kieper met loofrek voor de wegen ;</p> <p>Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 21.10.2014 waarbij kennis genomen wordt van de bovenvermelde beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen genomen in toepassing van artikel 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd ;</p> <p>Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 18.12.2014 houdende, met name, gunning van bovenvermelde opdracht aan de N.V. EXCEL MOTOR, Havenlaan 138, 1000 Brussel, K.B.O. 0407.418.905, voor een bedrag van 28.375,00 EUR, B.T.W. van 21 % exclusief, hetzij 34.333,75 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepenen ;</p>
26/27.01.2015/A/0023	

26/27.01.2015/A/0024	<p>Overwegende dat de Gemeenteraad moet kennis nemen van het bedrag van de overschrijding van de raming voortvloeiend uit de gunning van deze opdracht ;</p> <p>NEEMT KENNIS van de overschrijding van het bedrag van de raming voortvloeiend uit de gunning van de opdracht nr. 2014.149/A//2014.E016.03/TP.DVO-PS van het dienstjaar 2014 betreffende de levering van een bestelwagen met kieper met loofrek voor de wegen, met name een gunning ten bedrage van 34.333,75 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, tegen een raming van 27.225,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen.</p> <p>-----</p> <p>Voirie - Véhicule multi-usage - Marché de fournitures - Procédure négociée sans publicité - Exercice 2014 - Prise de connaissance du dépassement du montant du devis estimatif résultant de l'attribution du marché - Exercice 2015</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 alinéa 1 et l'article 234 alinéa 1 ;</p> <p>Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.10.2014 portant, notamment, choix du mode de passation et fixation des conditions du marché n° 2014.148/A//2014.E016.02/TP.DVO-PS de l'exercice 2014 relatif à la fourniture d'un véhicule multi-usage pour la voirie ;</p> <p>Vu la délibération du Conseil communal du 21.10.2014 prenant connaissance de la délibération susmentionnée du Collège des Bourgmestre et Echevins prise en application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée ;</p> <p>Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.12.2014 portant, notamment, attribution dudit marché à la S.A. GARAGE V. VANSPRINGEL & FILS, rue Américaine 12-14, 1060 Bruxelles, B.C.E. 0424.853.862, pour un montant de 23.140,50 EUR, hors T.V.A., soit 28.000,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;</p> <p>Considérant que le Conseil communal doit prendre connaissance du montant du dépassement du devis résultant de l'attribution dudit marché ;</p> <p>PREND CONNAISSANCE du dépassement du montant du devis estimatif résultant de l'attribution du marché n° 2014.148/A//2014.E016.02/TP.DVO-PS de l'exercice 2014 relatif à la fourniture d'un véhicule multi-usage pour la voirie, à savoir une attribution d'un montant de 28.000,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, pour un devis estimatif d'un montant de 26.015,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise.</p> <p>-----</p> <p>Wegen - Voertuig voor meervoudig gebruik - Opdracht voor leveringen - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Dienstjaar 2014 - Kennisneming van de overschrijding van het bedrag van de raming voortvloeiend uit de gunning van de opdracht - Dienstjaar 2015</p> <p>DE RAAD, in openbare vergadering,</p> <p>Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name het artikel 117 alinea 1 en het artikel 234 alinea 1 ;</p> <p>Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.10.2014 houdende, met name, keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht nr. 2014.148/A//2014.E016.02/TP.DVO-PS van het dienstjaar 2014 betreffende de levering van een voertuig voor meervoudig gebruik voor de wegen ;</p> <p>Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 21.10.2014 waarbij kennis genomen wordt van de bovenvermelde beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen genomen in toepassing van artikel 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd ;</p> <p>Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 18.12.2014 houdende, met name, gunning van bovenvermelde opdracht aan de N.V. GARAGE V. VANSPRINGEL & FILS, Amerikaansestraat 12-14, 1060 Brussel, K.B.O. 0424.853.862, voor een bedrag van 23.140,50 EUR, B.T.W. van 21 % exclusief, hetzij 28.000,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepenen ;</p> <p>Overwegende dat de Gemeenteraad moet kennis nemen van het bedrag van de overschrijding van de raming voortvloeiend uit de gunning van deze opdracht ;</p> <p>NEEMT KENNIS van de overschrijding van het bedrag van de raming voortvloeiend uit de gunning van de opdracht nr. 2014.148/A//2014.E016.02/TP.DVO-PS van het dienstjaar 2014 betreffende de levering van een voertuig voor meervoudig gebruik voor de wegen, met name een gunning ten bedrage van 28.000,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, tegen een raming van 26.015,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen.</p> <p>-----</p> <p>Matériel roulant et/ou d'exploitation - Mise en vente ou mise au rebut de véhicules - Dispositions - Inscription de la recette - Exercice 2015</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p>
26/27.01.2015/A/0025	

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu les délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins des 08.01.2015, 15.01.2015 et 22.01.2015 décidant, d'une part, de déclasser les véhicules ci-après mentionnés et, d'autre part, de proposer au Conseil communal, conformément aux dispositions de l'article 117 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, la mise en vente ou, en cas d'impossibilité de trouver un acquéreur, la mise au rebut desdits véhicules ;

Considérant que ces véhicules nécessitent des réparations importantes que leur vétusté, leur état général et leur usage ne justifient plus ;

Considérant que ces véhicules encombrent le magasin communal ;

Considérant qu'il convient de mettre en vente au meilleur prix ces véhicules et, dans l'intérêt de la commune et par transparence, de mettre en concurrence les personnes ou sociétés intéressées ;

DECIDE à l'unanimité :

1.- de mettre en vente au meilleur prix et de céder au plus offrant les véhicules ci-après :

- camion multifonction RENAULT, immatriculé DEK.198, n° patrimonial 05/329/2352, acquis en 1994 ;
- bulldozer ATLAS, immatriculé 845.VF, n° patrimonial 05/322/559, acquis en 1982 ;
- camionnette RENAULT EXPRESS, immatriculée EFL.424, n° patrimonial 05/322/2381, acquise en 1995 ;
- camionnette CITROEN BERLINGO, immatriculée AQB.179, n° patrimonial 05/322/2402, acquise en 2000 ;

2.- de publier pour ce faire sur le site internet de la commune les demandes de remise de prix par véhicule avec obligation de faire offre dans un délai de 31 jours suivant cette date de publication (en cas de week-end ou de jour férié, report au premier jour ouvrable suivant) ;

3.- de mettre lesdits véhicules au rebut en cas d'absence d'offre et d'impossibilité de trouver un acquéreur ;

4.- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins, en collaboration avec le service des Travaux Publics, de l'exécution de cette décision ;

5.- d'inscrire la recette éventuelle y relative aux articles appropriés du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015.

Rollend- en/of exploitatiematerieel - Verkoop of afdanking van voertuigen - Schikkingen - Inschrijving van de ontvangst - Dienstjaar 2015

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.01.2015, 15.01.2015 en 22.01.2015 waarbij besloten werd, enerzijds, de hieronder vermelde voertuigen te declasseren en, anderzijds, aan de Gemeenteraad voor te stellen, overeenkomstig de bepalingen van het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, over te gaan tot de verkoop of, in geval van onmogelijkheid een aankoper te vinden, tot het afdanken van deze voertuigen ;

Overwegende dat deze voertuigen belangrijke herstellingen vereisen die hun ouderdom, hun algemene staat en hun gebruik niet meer rechtvaardigen ;

Overwegende dat deze voertuigen het gemeentemagazijn overbelasten ;

Overwegende dat deze voertuigen dienen te koop gezet worden aan de beste prijs en, in het belang van de gemeente en uit duidelijkheid, de geïnteresseerde personen of bedrijven in concurrentie te stellen ;

BESLUIT eenparig :

1.- de hieronder vermelde voertuigen en materieel te koop te zetten aan de beste prijs en de hoogstbiedende koper :

- multifunctionele vrachtwagen RENAULT, nummerplaat DEK.198, patrimonial nr. 05/329/2352, aangeschaft in 1994 ;
- bulldozer ATLAS, nummerplaat 845.VF, patrimonial nr. 05/322/559, aangeschaft in 1982 ;
- bestelwagen RENAULT EXPRESS, nummerplaat EFL.424, patrimonial nr. 05/322/2381, aangeschaft in 1995 ;
- bestelwagen CITROEN BERLINGO, nummerplaat AQB.179, patrimonial nr. 05/322/2402, aangeschaft in 2000 ;

2.- de aanvragen tot prijsoffertes per voertuig te publiceren op de website van de gemeente met verplichting een offerte in te dienen binnen een termijn van 31 dagen volgend op de datum van deze publicatie (in geval van weekend of feestdag, uitstel tot de eerste volgende werkdag) ;

3.- deze voertuigen op het schroot te plaatsen in geval van afwezigheid van offerte en onmogelijkheid van een

	<p>aankoper te vinden ;</p> <p>4.- het College van Burgemeester en Schepenen, in samenwerking met de dienst Openbare Werken, te belasten met de uitvoering van deze beslissing ;</p> <p>5.- de eventuele desbetreffende ontvangst in te schrijven op de geschikte artikels van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015.</p> <p>-----</p>
50/27.01.2015/A/0026	<p>Logement - Politique de lutte contre les logements inoccupés de la commune de Woluwe-Saint-Pierre - Modification du règlement-taxe relatif aux immeubles inachevés ou inoccupés - Perception directe de l'amende administrative par la Région - Rétrocession des 85 % du produit des amendes administratives infligées par la Région en cas de logements inoccupés - Convention - Adoption</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu l'ordonnance du 17.07.2003 portant le Code Bruxellois du logement, notamment l'article 23 ;</p> <p>Vu l'ordonnance du 30.04.2009 visant à ajouter un chapitre V dans le titre III dudit Code Bruxellois du logement relativement aux sanctions en cas de logement inoccupé, à modifier l'ordonnance du 12.12.1991 créant des fonds budgétaires et à modifier le Code judiciaire ;</p> <p>Vu le règlement-taxe relatif aux immeubles inachevés, inoccupés ou manifestement abandonnés, voté par le Conseil communal en séance du 19.11.2013, applicable pour la période du 01.01.2014 au 31.12.2019 ;</p> <p>Vu le règlement-taxe relatif aux immeubles inachevés, inoccupés ou manifestement abandonnés, voté par le Conseil communal en séance du 16.12.2014, applicable pour la période du 01.01.2015 au 31.12.2019 et excluant les logements inoccupés de son champs d'application ;</p> <p>Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale est seule compétente pour infliger des amendes administratives en cas de logements inoccupés sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;</p> <p>Considérant que l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30.04.2009 prévoit que 85 % du produit des amendes administratives infligées par la Région en cas de logement inoccupé sont ristournés à la commune sur le territoire de laquelle se situent les logements inoccupés ;</p> <p>Considérant qu'il convient de fixer dans une convention le cadre de la rétrocession des 85 % du produit des amendes administratives encaissées par la Région en cas de logements inoccupés ;</p> <p>Considérant qu'en 2015, la rétrocession interviendra sous la forme d'une subvention d'investissement, pour les amendes perçues en 2014 et 2015 ; que la convention portera sur une période d'un an, prenant cours le 01.01.2015 pour finir de plein droit le 31.12.2015 ; qu'une nouvelle convention, dont les termes seront définis ultérieurement, prendra cours le 01.01.2016 pour une durée de trois ans ;</p> <p>Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;</p> <p>Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15.01.2015 ;</p> <p>DECIDE à l'unanimité, d'adopter la convention, ci-annexée, entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Région de Bruxelles-Capitale relativement à la rétrocession des 85 % du produit des amendes administratives encaissées par la Région en cas de logements inoccupés situés sur le territoire de la commune, convention d'une durée d'un an prenant cours le 01.01.2015 pour finir de plein droit le 31.12.2015.</p> <p>-----</p> <p>Informatique - Utilisation des licences ZARAFA - Convention de prestations de services de support informatique - Approbation - Exercices 2015 et suivants</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06.11.2014 portant attribution du marché relatif à l'utilisation des licences ZARAFA à la S.A. B.A., Vaartdijk 3 bus 501, 3081 Leuven, B.C.E. 0479.645.501, attribution par procédure négociée sans publicité dans le cadre d'un marché constaté par une facture acceptée ;</p> <p>Vu, dans le cadre dudit marché, la proposition de convention de prestations de services de support informatique à conclure entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la S.A. B.A., proposition de convention décrivant le déroulement et les conditions dans lesquelles la commune de Woluwe-Saint-Pierre peut au besoin recourir à certaines prestations de services de support informatique ;</p> <p>DECIDE à l'unanimité, d'approuver la convention de prestations de services de support informatique à conclure entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la S.A. B.A., Vaartdijk 3 bus 501, 3081 Leuven, B.C.E. 0479.645.501, convention décrivant le déroulement et les conditions dans lesquelles la commune de Woluwe-Saint-Pierre peut au besoin recourir à certaines prestations de services de support informatique.</p> <p>-----</p> <p>-----</p> <p>-----</p> <p>-----</p>
50/27.01.2015/A/0027	

	<p>Informatica - Gebruik van de ZARAFA-licenties - Overeenkomst voor dienstverlening van IT-support - Goedkeuring - Dienstjaren 2015 en volgenden</p> <p>DE RAAD, in openbare vergadering,</p> <p>Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 06.11.2014 waarbij besloten werd de opdracht betreffende het gebruik van de Zarafa-licenties toe te kennen aan de N.V. B.A., Vaartdijk 3 bus 501, 3081 Leuven, K.B.O. 0479.645.501, toekenning door onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in het kader van een opdracht gesloten met een aanvaarde factuur ;</p> <p>Gelet, in het kader van deze opdracht, op het voorstel van overeenkomst voor dienstverlening van IT-support te sluiten tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en de N.V. B.A., voorstel van overeenkomst die de manier en de voorwaarden onder dewelke de gemeente Sint-Pieters-Woluwe een beroep kan doen op sommige dienstverleningen van IT-support ;</p> <p>BESLUIT eenparig, de overeenkomst van dienstverleningen voor IT-support te sluiten tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en de N.V. B.A., Vaartdijk 3 bus 501, 3081 Leuven, K.B.O. 0479.645.501, voorstel van overeenkomst die de manier en de voorwaarden onder dewelke de gemeente Sint-Pieters-Woluwe een beroep kan doen op sommige dienstverleningen van IT-support, goed te keuren.</p> <p>-----</p> <p>A.S.B.L. ART ET CULTURE A WOLUWE-SAINT-PIERRE - Exercice d'activité 2013/2014 - Documents comptables - Prise d'acte</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;</p> <p>Vu plus particulièrement l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;</p> <p>Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;</p> <p>Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les différents groupements ou A.S.B.L. concernés ;</p> <p>Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.03.2014 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2014 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. ART ET CULTURE A WOLUWE-SAINT-PIERRE ;</p> <p>Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.12.2013 désignant la S.P.R.L. K.P.M.G., avenue du Bourget 40, 1030 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours de l'exercice 2014 ;</p> <p>Vu le rapport établi en date du 15.12.2014 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 30.06.2014 dont le total du bilan s'élève à 200.119,16 EUR et dont le compte d'exploitation générale se clôture par un bénéfice de 6.836,37 EUR donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ;</p> <p>Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;</p> <p>Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. ART ET CULTURE A WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2013/2014 ;</p> <p>Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;</p> <p>Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2014 par ladite A.S.B.L. ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;</p> <p>PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2013/2014 de l'A.S.B.L. ART ET CULTURE A WOLUWE-SAINT-PIERRE :</p> <p>1. compte d'exploitation générale 2013/2014 :</p> <table border="0"> <tbody> <tr> <td>a. charges</td> <td>405.431,29 EUR</td> </tr> <tr> <td>b. produits</td> <td>412.267,66 EUR</td> </tr> <tr> <td>c. résultat positif</td> <td>6.836,37 EUR</td> </tr> </tbody> </table>	a. charges	405.431,29 EUR	b. produits	412.267,66 EUR	c. résultat positif	6.836,37 EUR
a. charges	405.431,29 EUR						
b. produits	412.267,66 EUR						
c. résultat positif	6.836,37 EUR						

	<p>2. bilan 2013/2014 : actif-passif 200.119,16 EUR</p> <p>-----</p> <p>V.Z.W. "ART ET CULTURE A WOLUWE-SAINT-PIERRE" - Dienstjaar 2013/2014 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming</p> <p>DE RAAD, in openbare vergadering,</p> <p>Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;</p> <p>Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechterspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;</p> <p>Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;</p> <p>Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen ingediende boekhoudkundige stukken ;</p> <p>Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.03.2014 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het jaar 2014 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal V.Z.W.'s en groeperingen genietende van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "ART ET CULTURE A WOLUWE-SAINT-PIERRE" ;</p> <p>Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.12.2013 die de B.V.B.A. K.P.M.G., Bourgetlaan 40, 1030 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van het dienstjaar 2014 ;</p> <p>Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 15.12.2014 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de balans met een totaal van 200.119,16 EUR en de algemene exploitatierekening met een winst van 6.836,37 EUR afgesloten per 30.06.2014 een getrouw beeld geeft van het vermogen, van de financiële toestand en van de inkomsten en uitgaven van de vereniging op deze datum ;</p> <p>Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;</p> <p>Gelet op de door de V.Z.W. "ART ET CULTURE A WOLUWE-SAINT-PIERRE" voor het dienstjaar 2013/2014 ingediende boekhoudkundige stukken ;</p> <p>Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;</p> <p>Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen 2014 door voornoemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige documenten van het dienstjaar voorgelegd door deze vereniging kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;</p> <p>NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2013/2014 van de V.Z.W. "ART ET CULTURE A WOLUWE-SAINT-PIERRE" :</p> <p>1. algemene exploitatierekening 2013/2014 : a. lasten 405.431,29 EUR b. opbrengsten 412.267,66 EUR c. batig saldo 6.836,37 EUR</p> <p>2. balans 2013/2014 : actif-passief 200.119,16 EUR</p> <p>-----</p>
--	---

48/27.01.2015/A/0029

A.S.B.L. COMMISSION DES RELATIONS EUROPEENNES - Exercice d'activité 2013 - Documents comptables - Prise d'acte

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu plus particulièrement l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les différents groupements ou A.S.B.L. concernés ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. COMMISSION DES RELATIONS EUROPEENNES pour l'exercice d'activité 2013 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2014 par ladite association ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2013 de l'A.S.B.L. Commission des Relations Européennes :

1.- compte d'exploitation générale 2013 :

a. charges	8.912,10 EUR
b. produits	15.150,00 EUR
c. résultat positif	6.237,90 EUR

2.- bilan 2013 :

a. actif-passif	11.905,47 EUR
-----------------	---------------

V.Z.W. COMMISSIE VOOR RELATIES MET EUROPA - Dienstjaar 2013 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen ingediende boekhoudkundige stukken ;

Gelet op de door de V.Z.W. COMMISSIE VOOR DE RELATIES MET EUROPA voor het dienstjaar 2013 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen 2014 door voornoemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige documenten van het dienstjaar voorgelegd door deze vereniging kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2013 van de V.Z.W. COMMISSIE VOOR DE RELATIES MET EUROPA :

1.- algemene exploitatierkening 2013 :

a. lasten	8.912,10 EUR
b. opbrengsten	15.150,00 EUR
c. batig saldo	6.237,90 EUR

2.- balans 2013 :

a. actief-passief	11.905,47 EUR
-------------------	---------------

48/27.01.2015/A/0030	<p>A.S.B.L. LES AMIS DE L'ACADEMIE DE MUSIQUE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE - Exercice d'activité 2013 - Documents comptables - Prise d'acte</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;</p> <p>Vu plus particulièrement l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;</p> <p>Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;</p> <p>Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les différents groupements ou A.S.B.L. concernés ;</p> <p>Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. LES AMIS DE L'ACADEMIE DE MUSIQUE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2013 ;</p> <p>Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;</p> <p>Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2014 par ladite A.S.B.L. ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;</p> <p>PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2013 de l'A.S.B.L. LES AMIS DE L'ACADEMIE DE MUSIQUE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE :</p> <table border="0"> <tbody> <tr> <td>1. compte d'exploitation générale 2013 :</td> <td></td> </tr> <tr> <td> a. charges</td> <td>6.300,21 EUR</td> </tr> <tr> <td> b. produits</td> <td>13.384,42 EUR</td> </tr> <tr> <td> c. résultat positif</td> <td>7.084,21 EUR</td> </tr> <tr> <td>2. bilan 2013 :</td> <td></td> </tr> <tr> <td> actif-passif</td> <td>28.919,09 EUR</td> </tr> </tbody> </table> <p>-----</p> <p>V.Z.W. "LES AMIS DE L'ACADEMIE DE MUSIQUE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" - Dienstjaar 2013 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming</p> <p>DE RAAD, in openbare vergadering,</p> <p>Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;</p> <p>Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;</p> <p>Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;</p> <p>Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen ingediende boekhoudkundige stukken ;</p> <p>Gelet op de door de V.Z.W. "LES AMIS DE L'ACADEMIE DE MUSIQUE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" van het dienstjaar 2013 ingediende boekhoudkundige stukken ;</p> <p>Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;</p> <p>Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen 2014 door voornoemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige documenten van het dienstjaar voorgelegd door deze vereniging kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;</p> <p>NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2013 van de V.Z.W. "LES AMIS DE L'ACADEMIE DE MUSIQUE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. algemene exploitatierekening 2013 : 	1. compte d'exploitation générale 2013 :		a. charges	6.300,21 EUR	b. produits	13.384,42 EUR	c. résultat positif	7.084,21 EUR	2. bilan 2013 :		actif-passif	28.919,09 EUR
1. compte d'exploitation générale 2013 :													
a. charges	6.300,21 EUR												
b. produits	13.384,42 EUR												
c. résultat positif	7.084,21 EUR												
2. bilan 2013 :													
actif-passif	28.919,09 EUR												

	<table> <tr> <td>a. lasten</td><td>6.300,21 EUR</td></tr> <tr> <td>b. opbrengsten</td><td>13.384,42 EUR</td></tr> <tr> <td>c. batig saldo</td><td>7.084,21 EUR</td></tr> <tr> <td>2. balans 2013 :</td><td></td></tr> <tr> <td> actief-passief</td><td>28.919,09 EUR</td></tr> </table> <p>-----</p>	a. lasten	6.300,21 EUR	b. opbrengsten	13.384,42 EUR	c. batig saldo	7.084,21 EUR	2. balans 2013 :		actief-passief	28.919,09 EUR
a. lasten	6.300,21 EUR										
b. opbrengsten	13.384,42 EUR										
c. batig saldo	7.084,21 EUR										
2. balans 2013 :											
actief-passief	28.919,09 EUR										
48/27.01.2015/A/0031	<p>A.S.B.L. MEDIATHEQUE COMMUNALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE - Exercice d'activité 2013/2014</p> <p>- Documents comptables - Prise d'acte</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique,</p> <p>Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;</p> <p>Vu plus particulièrement l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;</p> <p>Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;</p> <p>Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les différents groupements ou A.S.B.L. concernés ;</p> <p>Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.03.2014 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2014 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. MEDIATHEQUE COMMUNALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE ;</p> <p>Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.12.2013 désignant la S.P.R.L. K.P.M.G., avenue du Bourget 40, 1030 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours de l'exercice 2014 ;</p> <p>Vu le rapport établi en date du 15.12.2014 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 30.06.2014 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ;</p> <p>Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précédent ;</p> <p>Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. MEDIATHEQUE COMMUNALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2013/2014 ;</p> <p>Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;</p> <p>Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2014 par ladite A.S.B.L. ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;</p> <p>PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2013/2014 de l'A.S.B.L. MEDIATHEQUE COMMUNALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE :</p> <p>1. compte d'exploitation générale 2013/2014 :</p> <table> <tr> <td>a. charges</td> <td>241.138,07 EUR</td> </tr> <tr> <td>b. produits</td> <td>246.448,38 EUR</td> </tr> <tr> <td>c. résultat positif</td> <td>5.310,31 EUR</td> </tr> </table> <p>2. bilan 2013/2014 :</p> <table> <tr> <td> actif-passif</td> <td>136.384,10 EUR</td> </tr> </table> <p>-----</p> <p>V.Z.W. "MEDIATHEQUE COMMUNALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" - Dienstjaar 2013/2014 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming</p> <p>DE RAAD, in openbare vergadering,</p> <p>Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;</p> <p>Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;</p> <p>Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de</p>	a. charges	241.138,07 EUR	b. produits	246.448,38 EUR	c. résultat positif	5.310,31 EUR	actif-passif	136.384,10 EUR		
a. charges	241.138,07 EUR										
b. produits	246.448,38 EUR										
c. résultat positif	5.310,31 EUR										
actif-passif	136.384,10 EUR										

onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen ingediende boekhoudkundige stukken ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.03.2014 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het jaar 2014 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal V.Z.W.'s en groeperingen genietende van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "MEDIATHEQUE COMMUNALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.12.2013 die de B.V.B.A. K.P.M.G., Bourgetlaan 40, 1030 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van het dienstjaar 2014 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 15.12.2014 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de toestand van de rekeningen afgesloten per 30.06.2014 een getrouw beeld geeft van het vermogen, van de financiële toestand en van de inkomsten en uitgaven van de vereniging op deze datum ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. "MEDIATHEQUE COMMUNALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" voor het dienstjaar 2013/2014 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen 2014 door voornoemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige documenten van het dienstjaar voorgelegd door deze vereniging kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2013/2014 van de V.Z.W. "MEDIATHEQUE COMMUNALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" :

1.	algemene exploitatierekening 2013/2014 :	
	a. lasten	241.138,07 EUR
	b. opbrengsten	246.448,38 EUR
	c. baitg saldo	5.310,31 EUR
2.	balans 2013/2014 :	
	actief-passief	136.384,10 EUR

A.S.B.L. WOLU-ANIMATIONS - Exercice d'activité 2013 - Documents comptables - Prise d'acte

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu plus particulièrement l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les différents groupements ou A.S.B.L. concernés ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. WOLU-ANIMATIONS pour l'exercice d'activité 2013 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2014 par ladite association ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent être considérés comme conformes aux

48/27.01.2015/A/0032

dispositions de la loi du 14.11.1983 ;
 PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2013 de l'A.S.B.L. WOLU-ANIMATIONS :

1.- compte d'exploitation générale 2013 :

a. charges	151.315,78 EUR
b. produits	170.558,79 EUR
c. résultat positif	19.243,01 EUR

2.- bilan 2013 :

a. actif-passif	180.018,65 EUR
-----------------	----------------

V.Z.W. WOLU-ANIMATIES - Dienstjaar 2013 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen ingediende boekhoudkundige stukken ;

Gelet op de door de V.Z.W. WOLU-ANIMATIES voor het dienstjaar 2013 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen 2014 door voornoemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige documenten van het dienstjaar voorgelegd door deze vereniging kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2013 van de V.Z.W. WOLU-ANIMATIES :

1.- algemene exploitatierkening 2013 :

a. lasten	151.315,78 EUR
b. opbrengsten	170.558,79 EUR
c. batig saldo	19.243,01 EUR

2.- balans 2013 :

a. actief-passief	180.018,65 EUR
-------------------	----------------

Association de fait CONSEIL CONSULTATIF DES AINES - Exercice d'activité 2013 - Documents comptables - Prise d'acte

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu plus particulièrement l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les différents groupements ou A.S.B.L. concernés ;

Vu les documents comptables introduits par l'Association de fait CONSEIL CONSULTATIF DES

48/27.01.2015/A/0033

AINES pour l'exercice d'activité 2013 ;

Considérant que les activités de ladite Association de fait au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2014 par ladite Association de fait ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2013 de l'Association de fait CONSEIL CONSULTATIF DES AINES :

1. compte d'exploitation général :

a. charges	569,32 EUR
b. produits	5.100,00 EUR
c. résultat positif	4.530,68 EUR

2. bilan :

a. actif-passif	11.630,46 EUR
-----------------	---------------

Feitelijke vereniging "CONSEIL CONSULTATIF DES AINES" - Dienstjaar 2013 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen ingediende boekhoudkundige stukken ;

Gelet op de door de Feitelijke vereniging "CONSEIL CONSULTATIF DES AINES" voor het dienstjaar 2013 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde Feitelijke vereniging in de loop van in rubriek vermeld dienstjaar kunnen beschouwd worden als zijnde conform de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen 2014 door voornoemde Feitelijke vereniging evenals de boekhoudkundige documenten van het dienstjaar voorgelegd door deze vereniging kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2013 van de Feitelijke vereniging "CONSEIL CONSULTATIF DES AINES" :

1. algemene exploitatierekening :

a. lasten	569,32 EUR
b. opbrengsten	5.100,00 EUR
c. batig saldo	4.530,68 EUR

2. balans :

a. actief-passief	11.630,46 EUR
-------------------	---------------

Fabrique de l'Eglise Saint-Henri - Budget de l'exercice 2015

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ;

Considérant que l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert fait parvenir pour avis le budget de l'exercice 2015 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Henri, arrêté par le Conseil de Fabrique en date du 31.03.2014 ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend également sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que le budget de l'exercice 2015 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Henri est présenté en équilibre avec, d'une part, au service ordinaire, une intervention financière des communes concernées d'un montant de 26.588,95 EUR, soit 4.341,98 EUR (16,33 %) pour la commune de Woluwe-Saint-Pierre et, d'autre part, au service extraordinaire, une intervention financière des communes concernées d'un montant de 91.000,00 EUR, soit 14.860,30 EUR (16,33 %) pour la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

DECIDE à l'unanimité :

- 1.- d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du budget de l'exercice 2015 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Henri, dont la balance se présente comme suit :

<u>RECETTES</u> :	ordinaires	34.388,95
	extraordinaires	<u>411.000,00</u> 445.388,95
<u>DEPENSES</u> :	ordinaires	30.270,00
	extraordinaires	<u>415.118,95</u> <u>445.388,95</u>
<u>SOLDE</u> :		0,00

- 2.- de revoir, le cas échéant, l'inscription dans le budget communal des crédits nécessaires à l'intervention financière de Woluwe-Saint-Pierre en fonction de l'évolution des travaux de réfection de l'église.

Kerkfabriek Sint-Hendrik - Begroting van het dienstjaar 2015

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30.12.1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de erediensten, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe de begroting van het dienstjaar 2015 van de Kerkfabriek Sint-Hendrik voor advies overgemaakt heeft, door de Kerkraad vastgesteld op datum van 31.03.2014 ;

Overwegende dat deze parochie zich ook over het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe uitstrekkt ;

Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2015 van de Kerkfabriek Sint-Hendrik in evenwicht voorgesteld wordt met, enerzijds, op de gewone dienst, een geldelijke tussenkomst van de betrokken gemeenten ten bedrage van 26.588,95 EUR, hetzij 4.341,98 EUR (16,33 %) voor de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en, anderzijds, op de buitengewone dienst, een geldelijke tussenkomst van de betrokken gemeenten ten bedrage van 91.000,00 EUR, hetzij 14.860,30 EUR (16,33 %) voor de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

BESLUIT eenparig :

- 1.- een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de begroting van het dienstjaar 2015 van de Kerkfabriek Sint-Hendrik, die als volgt voorgesteld wordt :

<u>ONTVANGSTEN</u> :	gewone	34.388,95
	buitengewone	<u>411.000,00</u> 445.388,95
<u>UITGAVEN</u> :	gewone	30.270,00
	buitengewone	<u>415.118,95</u> <u>445.388,95</u>
<u>SALDO</u> :		0,00

- 2.- de inschrijving in de gemeentebegroting van de noodzakelijke kredieten voor de geldelijke tussenkomst van Sint-Pieters-Woluwe eventueel te herzien, afhankelijk van de evolutie van de herstellingswerken van de kerk.

Nederlandstalig basisonderwijs - Scholen van Mooi-Bos en Stokkel - Vacantverklaring van betrekkingen bij vaste benoemingen in een wervingsambt

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het decreet van 27.03.1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding, met name artikel 33 § 1 en § 2 en artikel 35 ;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst leerplichtonderwijs CAO IX van 10.12.2010, met name punt 4-1 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 145 ;

	<p>BESLUIT eenparig :</p> <p>1.- de volgende betrekkingen op 15.04.2014 vacant te verklaren in het Nederlandstalig basisonderwijs vatbaar voor een vaste benoeming op 01.01.2015 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>School van Mooi-Bos :</u> <table> <tbody> <tr><td>Kleuteronderwijzer :</td><td>55,00/24,00 tjd ;</td></tr> <tr><td>Onderwijzer lagere school :</td><td>27,00/24,00 tjd ;</td></tr> <tr><td>Leermeester israëlitische godsdienst :</td><td>02,00/24,00 tjd ;</td></tr> <tr><td>Leermeester islamitische godsdienst :</td><td>04,00/24,00 tjd ;</td></tr> <tr><td>Leermeester katholieke godsdienst :</td><td>06,00/24,00 tjd ;</td></tr> <tr><td>Administratieve medewerker (HOKT) :</td><td>20,00/36,00 tjd ;</td></tr> </tbody> </table> - <u>School van Stokkel :</u> <table> <tbody> <tr><td>Kleuteronderwijzer :</td><td>44,00/24,00 tjd ;</td></tr> <tr><td>Onderwijzer lagere school :</td><td>31,00/24,00 tjd ;</td></tr> <tr><td>Leermeester katholieke godsdienst :</td><td>06,00/24,00 tjd ;</td></tr> <tr><td>Leermeester lichamelijke opvoeding :</td><td>05,00/24,00 tjd ;</td></tr> <tr><td>Zorgcoördinator (HOKT) :</td><td>20,00/36,00 tjd ;</td></tr> </tbody> </table> <p>2.- deze vacante betrekkingen individueel mede te delen aan het belanghebbend onderwijzend personeel, zodat het zijn kandidatuur kan stellen.</p> <p>-----</p>	Kleuteronderwijzer :	55,00/24,00 tjd ;	Onderwijzer lagere school :	27,00/24,00 tjd ;	Leermeester israëlitische godsdienst :	02,00/24,00 tjd ;	Leermeester islamitische godsdienst :	04,00/24,00 tjd ;	Leermeester katholieke godsdienst :	06,00/24,00 tjd ;	Administratieve medewerker (HOKT) :	20,00/36,00 tjd ;	Kleuteronderwijzer :	44,00/24,00 tjd ;	Onderwijzer lagere school :	31,00/24,00 tjd ;	Leermeester katholieke godsdienst :	06,00/24,00 tjd ;	Leermeester lichamelijke opvoeding :	05,00/24,00 tjd ;	Zorgcoördinator (HOKT) :	20,00/36,00 tjd ;
Kleuteronderwijzer :	55,00/24,00 tjd ;																						
Onderwijzer lagere school :	27,00/24,00 tjd ;																						
Leermeester israëlitische godsdienst :	02,00/24,00 tjd ;																						
Leermeester islamitische godsdienst :	04,00/24,00 tjd ;																						
Leermeester katholieke godsdienst :	06,00/24,00 tjd ;																						
Administratieve medewerker (HOKT) :	20,00/36,00 tjd ;																						
Kleuteronderwijzer :	44,00/24,00 tjd ;																						
Onderwijzer lagere school :	31,00/24,00 tjd ;																						
Leermeester katholieke godsdienst :	06,00/24,00 tjd ;																						
Leermeester lichamelijke opvoeding :	05,00/24,00 tjd ;																						
Zorgcoördinator (HOKT) :	20,00/36,00 tjd ;																						

56/27.01.2015/A/0036

Nederlandstalige gemeentelijke openbare bibliotheek "de LETTERTUIN" - Aanpassingen bibliotheekreglement

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op zijn beraadslaging van 15.03.2011 betreffende de goedkeuring van het dienstreglement voor de gebruikers van de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek van Sint-Pieters-Woluwe ;

Gelet op de akteneming op 10.04.2014 van de naamverandering van de Nederlandstalige gemeentelijke openbare bibliotheek naar "de LETTERTUIN" ;

Overwegende dat het beheersorgaan van de bibliotheek de voorgestelde veranderingen positief adviseerde op de vergadering van 04.10.2014 ;

BESLUIT eenparig, de voorgestelde wijzigingen goed te keuren :

BIBLIOTHEEKREGLEMENT

1.- TOEGANKELIJKHEID

De openbare bibliotheek van Sint-Pieters-Woluwe "de LETTERTUIN" is vrij toegankelijk voor iedereen. Het is een democratische instelling. De collecties, dienstverlening en uitbreidingsactiviteiten worden in een geest van objectiviteit aangepast aan de behoeften van ontwikkeling, opvoeding, informatie en ontspanning van de gehele bevolking.

2.- OPENINGSTIJDEN

De bibliotheek is open op volgende dagen en uren :

Maandag	15 - 20 uur
Dinsdag	10 - 13 uur
Woensdag	12 - 18 uur
Donderdag	15 - 18 uur
Zaterdag	10 - 13 uur

Klassen en groepen zijn welkom na afspraak.

De sluitingsdagen staan op de website : www.sint-pieters-woluwe.bibliotheek.be

3.- INSCHRIJVING EN LENERSKAART

De inschrijving gebeurt op voorlegging van de identiteitskaart of een geldig identiteitsbewijs.

Adresveranderingen dienen door de leners onmiddellijk meegedeeld te worden.

Personen zonder vaste verblijfplaats in België betalen bij inschrijving een waarborgsom van 15,00 EUR. Deze som wordt onmiddellijk terugbetaald na het beëindigen van het lidmaatschap.

Iedereen die zich inschrijft, ontvangt kosteloos een lenerskaart. Bij verlies wordt een nieuwe kaart aangeleverd tegen betaling van 2,00 EUR. Met deze lenerskaart kan u materialen ontlenen in alle bibliotheken die tot het Brussels Netwerk van Openbare Bibliotheken (BruNO) behoren.

Het inschrijvingsgeld bedraagt 2,50 EUR per jaar. Jongeren beneden de 18 jaar, leerkrachten en leden van het gemeentepersoneel betalen geen inschrijvingsgeld.

4.- UITLENEN

De uitlening van gedrukte werken en taalcursussen is kosteloos. De uitleentermijn bedraagt 3 weken. Een verlenging van deze termijn is twee keer mogelijk voor zover de werken niet door andere leners zijn

aangevraagd. Verlengen kan aan de balie, telefonisch tijdens de openingsuren of via de website.

Men kan op een lenerskaart max. 10 materialen tegelijkertijd uitlenen.

Voor de uitlening van andere media betaalt men 1,00 EUR per stuk per 3 weken. Het aantal media dat men tegelijkertijd op een lenerskaart kan uitlenen is tot 5 stuks beperkt.

De uitleningen zijn persoonlijk: uitgeleende werken mag men niet verder uitlenen.

De ontleende werken dienen tijdens de openingsuren aan de balie afgegeven te worden.

Materialen kunnen - enkel buiten de openingsuren - ingeleverd worden via de inleverbox. Deze box wordt dagelijks leeggemaakt voor openingstijd. Enkel wat er dan in de box zit, wordt die dag behandeld.

5.- TE LAAT TERUGBRENGEN

Wie de geleende gedrukte werken te laat terugbrengt, betaalt 0,25 EUR per uitlening en per week achterstand vanaf de dag dat men een volledige week te laat is.

Wie de geleende audiovisuele materialen te laat terugbrengt, betaalt 0,50 EUR per uitlening per dag achterstand. De kosten voor het verzenden van de aanmaningsbrief vallen ten laste van de gebruiker.

Indien men niet reageert op een derde rappel wordt de bibliotheekpas geblokkeerd. Dit is ook het geval wanneer de openstaande schuld in het geheel van het netwerk meer dan 10,00 EUR bedraagt.

6.- VERANTWOORDELIJKHEID LENER

De lener is verantwoordelijk voor de op zijn naam geleende werken. Bij verlies of beschadiging dient men de aankoopsprijs van de materialen te betalen plus 2,00 EUR voor de administratieve verwerkingskosten. Gelieve de gekozen materialen na te kijken en mogelijke tekorten te signaleren aan de balie, zo niet kan men aansprakelijk worden gesteld.

Wanneer het te vervangen materiaal uit meerdere delen bestaat, kan de vervanging van het volledige werk gevorderd worden.

7.- RESERVEREN

Werken die zijn uitgeleend, kunnen worden gereserveerd. Dit kost 1,00 EUR per werk.

De aanvrager wordt persoonlijk verwittigd zodra het gereserveerde werk beschikbaar is. Het blijft max. 1 week ter beschikking van de aanvrager.

Werken die de bibliotheek niet bezit, kunnen op verzoek van de lezer, in het kader van het interbibliothechairleenverkeer, in een andere bibliotheek worden aangevraagd. De hieraan verbonden kosten, 2,00 EUR, vallen ten laste van de aanvrager.

8.- INFORMATIE EN BEGELEIDING

De gebruiker kan voor informatie, begeleiding en andere hulp steeds een beroep doen op het personeel.

De catalogus is raadpleegbaar in de bibliotheek of online. Het gebruik van internet is gratis.

9.- HUISREGELS

- Roken, eten of drinken en hardop telefoneren zijn niet toegestaan.
- Rolschaatsen, steppen en skateboards worden aan de ingang van de bibliotheek achtergelaten.
- Dieren zijn niet toegelaten in de bibliotheek, met uitzondering van hulp- en geleidehonden.
- Grote tassen en zakken horen thuis in de lockers bij de ingang. Wie voor studiedoeleinden zelf meegebrachte materialen nodig heeft, toont deze aan het personeel bij het betreden en verlaten van de bibliotheek
- Aanwijzingen van het personeel dienen opgevolgd te worden.
- Van diefstal en vandalisme wordt aangifte gedaan bij de politie.
- De bibliotheek is niet verantwoordelijk voor beschadiging of diefstal van persoonlijke voorwerpen
- Alle onvoorzienige gevallen worden aan de bibliothecaris voorgelegd.
- Bij overlast wordt de toegang tot de bibliotheek ontzegd.

Door zich in te schrijven in de openbare bibliotheek, verklaart de gebruiker zich akkoord met dit reglement, dat hem bij inschrijving wordt overhandigd.

Interpellation - "Conditions de travail de la médiatrice de proximité"

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Conditions de travail de la médiatrice de proximité""", inscrit au point n° 194 de l'ordre du jour complémentaire de la présente séance à la demande de Mme A. C. d'URSEL, conseiller communal ;

ENTEND :

- 1.- l'interpellation de Mme A. C. d'URSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :
"Cela fait maintenant plusieurs années que l'A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE offre un service de médiation à destination de la population de Woluwe-Saint-Pierre dans le but de régler des conflits de différents ordres. Même si les conflits de voisinage représentent un bon 80 % des problématiques

rencontrées, ces médiations visent aussi les conflit entre locataires et propriétaires, les problèmes de nuisances sonores en journée ou pendant la nuit et les difficultés de communication intra-familiale.

Il nous avait semblé à l'époque que certains de ces conflits étaient tellement vivaces qu'ils pourrissaient littéralement la vie de certaines personnes. Il fallait leur venir en aide. La police est régulièrement appelée à la rescouasse dans ce genre de dossiers mais l'objectif est que l'histoire ne s'envenime pas et d'agir "préventivement" par le dialogue. Nous avions été bien inspirés de lancer ce service car quelques temps plus tard, le Ministre-Président bruxellois a introduit la médiation dans les 4 missions de base défendues par les contrats de sécurité et de prévention. Ce qui nous a conforté dans notre choix.

Au départ, à l'essai, ce service est aujourd'hui reconnu et a sa place à part entière au sein du service de Prévention. Seulement, les conditions de travail de la médiatrice ne sont pas "optimales". Elle ne dispose pas de bureau mais d'une table et d'une chaise placées au milieu de la grande salle d'accueil du 74 rue François Gay "battue par les vents". Les gardiens de la paix et les surveillants habilités entrent et sortent à tout moment de la journée sans parler des visiteurs. Impossible de mener des médiations de qualité dans ces conditions.

Et pourtant, on ne peut pas dire que la médiatrice et l'équipe n'y mettent pas du leur. Elle essaye de fixer ses rendez-vous chez les habitants. Si elle n'y parvient pas, elle les accorde le vendredi pour prendre le bureau de la coordinatrice qui travaille un 4/5ème. Un bureau avait pourtant été proposé dans les maisons inhabitées un peu plus haut dans la rue François Gay mais sans chauffage. Difficile de recevoir les habitants dans ces conditions !

J'en viens à mes questions :

- Quelles sont les pistes que propose le Collège pour trouver une solution à ce problème ?

- Dans quels délais la médiatrice disposera-t-elle d'un local adapté ?" ;

2.- la réponse qui lui est donnée par M. B. CEREXHE, bourgmestre.

M. W. Draps, Conseiller communal, et Mme A.-M. Claeys-Mathys, Présidente du C.P.A.S., quittent la séance.

Dhr. W. Draps, Gemeenteraadslid, en Mw. A.-M. Claeys-Mathys, Voorzitster van het O.C.M.W., verlaten de zitting.

M. le Président prononce le huis clos.

Dhr. Voorzitter laat de deuren sluiten.